

Le **CHEMINOT** de France

44^e ANNEE - NUMERO 516
MENSUEL - 1^{er} MARS 1961

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DES CHEMINOTS

A VOUS D'AGIR !

par **Paul BUTET**, Secrétaire général

TOUS les adhérents de la C.F.T.C., tous les Cheminots savent bien qu'il ne suffit pas d'étudier soigneusement des revendications et de les présenter pour qu'elles aboutissent. Il faut ensuite engager l'action pour qu'elles soient satisfaites.

L'Action syndicale, c'est d'abord un rapport de forces. Les travailleurs d'un côté, les patrons, les pouvoirs publics de l'autre. Il n'y a pas de « bonne volonté spontanée » de la part du Gouvernement et seule la crainte est quelquefois le commencement d'un peu de sagesse et de compréhension des problèmes. Une organisation syndicale n'a donc de possibilité d'être efficace que dans la mesure où elle est forte, où elle a les moyens et le nombre. Les moyens, notre Fédération les a pris : sa caisse de grève, son service juridique, ses services annexes, son activité de formation et de documentation des militants et délégués sont des

gages d'efficacité. Le nombre, c'est bien sûr d'abord le nombre de syndiqués, mais c'est aussi tous ceux qui, syndiqués ou non, font confiance à la C.F.T.C. à l'occasion d'élections professionnelles.

En ce sens les élections professionnelles du 15 mars sont importantes pour l'efficacité de notre Fédération. Depuis 1946, notre nombre de voix et notre pourcentage ont progressés à chaque consultation et cela nous a permis de prendre une place de plus en plus importante dans les discussions et l'action, en un mot d'être plus efficaces.

Alors maintenant, Cheminots adhérents et sympathisants C.F.T.C., à vous d'agir. Si vous voulez que vos revendications avancent, vous ne devez pas vous contenter de voter, vous devez faire voter C.F.T.C.

Bien sûr, vous allez vous heurter à la démagogie de certains, voire aux attaques calomnieuses, c'est là le signe que la C.F.T.C.,

parce qu'elle dit la vérité et agit en conséquence, est gênante pour les pêcheurs en eau trouble. Vous vous heurterez également aux éternels sceptiques, aux râleurs... « Ça ne sert à rien... les délégués, les syndicats tous les mêmes... »

Aux uns comme aux autres vous répondrez, sans passion, mais sans faiblesse. Vous saurez montrer que l'action de la C.F.T.C. a été « payante » pour les cheminots et que ce ne sont pas ceux qui crient le plus qui font finalement aboutir les problèmes. Vous saurez convaincre vos camarades de travail de l'importance de ces élections, des positions justes et réalistes de la C.F.T.C. pour les problèmes importants qui restent à régler : Salaires-Retraites, Durée du travail, Modernisation.

ADHERENTS,
SYMPATHISANTS C.F.T.C.,
A VOUS D'AGIR

Pour votre avenir, pour celui de tous les cheminots.

VOTEZ, FAITES VOTER en masse pour les listes C.F.T.C.

ALLOCATIONS FAMILIALES

L'ANNEE sociale démarre sur « les chapeaux de roues » notamment pour les familles ouvrières. Celles-ci se sont vu gratifier d'une augmentation des Allocations familiales de 3 % (ce que dit le Gouvernement) qui en fait ne représente qu'une augmentation réelle de 1,85 % (ce que constatent les familles). Car par un tour de passe-passe, qui devient une des habitudes de la V^e République, on omet de préciser que se trouve exclue de l'augmentation la part de salaire unique.

Ainsi se poursuit la dégradation du pouvoir d'achat des familles ouvrières. Curieuse année sociale et non moins curieuses étreintes !

Tant de générosité conduit petit à petit les familles à devenir les « assistés d'un pays qui se dit « Grand et Généreux ». C'est un sentiment de révolte qui monte devant cette aumône de 1 NF et quelques centimes par enfant, cependant qu'autour de nous se gaspillent des milliards à longueur de jour, que les margoulinas poursuivent le « raket » des consommateurs.

Cette augmentation (si l'on peut dire) couvre tout juste celle des prix constatée pendant le mois de décembre ! La « Grandeur » d'un pays ne passe pas par les discours dominicaux, mais par le sourire des « gosses » qui en sont l'avenir. Tant que se poursuivra cette politique de clochard on continuera à semer de la graine de révolte. Les familles réclament leur dû et non une aumône.

J. BERARD.

NOUS POURSUIVONS NOTRE ACTION

241 37

Monsieur le Ministre
des Travaux Publics,
des Transports
Paris (7^e)

Paris, le 16 février 1961.

Monsieur le Ministre,

Je vous serais très obligé de bien vouloir accorder audience à une délégation de notre Commission Exécutive qui souhaiterait pouvoir vous entretenir des problèmes généraux de transport (coordination, investissements, perspectives du 4^e plan de Modernisation) et des revendications des Cheminots (salaires/retraites, durée du travail, modernisation...).

Nous nous tenons à votre disposition aux jour et heure qui vous conviendront.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

P. BUTET,
Secrétaire général.

Nous poursuivons par tous les moyens notre action sur les objectifs définis par le Congrès et rappelés par le Comité national.

Après la manifestation du 25 janvier et nos efforts pour réaliser une action commune nous avons demandé par lettre ci-contre une audience au ministre des Travaux publics et des Transports.

Outre les questions de salaires et retraites sur lesquels notre attitude reste inchangée, relèvement du salaire de base et mise en indice A au 1^{er} janvier 1961 ; nous poursuivons notre objectif en ce qui concerne les répercussions de la modernisation et les 40 heures et la défense de nos droits acquis ainsi que celle de notre outil de travail : le chemin de fer.

En dernière heure, nous sommes informés que l'audience au Ministre aura lieu le samedi 4 mars. Nous ne manquerons pas d'informer les Cheminots de son résultat.

OBJECTIFS : SALAIRE DE BASE

Indice A au 1^{er} janvier 1961

LE COMITE NATIONAL DE LA FEDERATION C.F.T.C. des Cheminots réuni à Paris, le 1^{er} février 1961, examinant la situation dans les perspectives définies par le Congrès National.

— ENREGISTRE avec satisfaction l'attribution d'une allocation des Dimanches et fêtes réclamée depuis longtemps par la C.F.T.C., la revalorisation des primes de nuit et l'augmentation de la prime de fin d'année.

LE COMITE NATIONAL félicite les Cheminots qui ont répondu à l'appel lancé par la C.F.T.C. pour une action commune avec toutes les Organisations d'E.G.F. (C.G.T. — C.F.T.C. — F.O. — Cadres), le 25 janvier 1961, et qui doit constituer pour le Gouvernement un avertissement de leur volonté d'agir ensemble pour obtenir :

— LE RELEVEMENT DU SALAIRE DE BASE (Point 100).

— LA TOTALE REALISATION, INDICE A AU 1^{er} JANVIER 1961, du programme de Mai 1960.

LE COMITE NATIONAL réaffirme sa volonté de voir régler rapidement les problèmes posés par la modernisation :

— d'une part réduction progressive de la durée du travail **POUR LE RETOUR AUX 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRES** et sans qu'il soit porté atteinte aux **DROITS ACQUIS** et en particulier au régime des retraites ;

— d'autre part la garantie d'un déroulement normal de carrière et la satisfaction des revendications catégorielles.

LE COMITE NATIONAL mandate le Bureau National pour poursuivre les contacts avec **TOUTES les Organisations Syndicales du secteur public** en vue d'intensifier l'**ACTION COMMUNE** pour la réalisation de ces objectifs.

LE COMITE NATIONAL rappelle que la seule solution du problème algérien réside dans des **négociations rapides avec le G.P.R.A. pour le cessez-le-feu et les conditions d'application loyale de l'autodétermination** dans le respect des communautés.

Il assure de son soutien les Cheminots d'Algérie fidèles aux principes qui animent la C.F.T.C. et qui œuvrent pour le rapprochement des communautés.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur les établissements

E. MUGLER fils

à VALENCE (Drôme)

FABRIQUE D'HORLOGERIE BIJOUTERIE

GRAND CHOIX DE BIJOUX POUR MARIAGES

Montres pour Hommes et Dames
Chaines, Médailles, Colliers,
Bagues, Boucles d'oreilles,
Bracelets, etc., etc.

ENVOI FRANCO sur demande du Catalogue et d'assurances au choix

CADEAUX

Horlogerie Garantie

FACILITES & CONDITIONS SPECIALES à nos adhérents

CRÉDIT AU GROS DU CLIENT

ASSURANCES

Nous invitons nos camarades à profiter des tarifs :

- 1° Assurance Automobile, Scooter, Vélo-moteur
- 2° Incendie
- 3° Responsabilité civile
- 4° Individuelle Accidents spécialement établis pour les syndiqués C.F.T.C.

RENSEIGNEMENTS GRATUITS s'adresser à :

SO. GE. TE. CO.

9, rue Buffault, PARIS (9^e)
TRU. 50-20

Assureur-Conseil de votre Fédération

NICE HOTEL-PENSION GILBERT

14, rue Pertinax

PLEIN CENTRE TOUT CONFORT

Prix très modérés Ecrire

HOTEL DU MUSEUM

9, rue Buffon (Gare Austerlitz)

LE FOYER DU CHEMINOT !

NICE Chambres-cuis. et confort. Prix modérés. Hôtel SAINT-PAUL, 6, Descente Grotti (bd Jean-Jaurès).

NICE, Hôtel Radieuse, 22, r. Rossini (3^e), 10 ch., cuisinier, él. équip. nf. Cent. pr. gare, mer, calme id. Px m.

MENTON, Meublé du Rail, 18, rue Cabrole, Sol., près gare, Casino, mer.

LOURDES, Hôtel d'Ancey, 9, av. de la Gare. Conf. mod., cuisine soignée. Recommandé aux Cheminots.

SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE (Corrèze), Hôt. « BEAU SITE ». Pan. cadre unique, F. cuis., pêche, exc.

NICE Hôt. États-Unis. **, 8, r. St-Fr-de-Paul (3^e), plein centre. 22 ch., stud., cuis. él., équip. mod. tt nf. gd conf., terr. s. prom. mer. Px sp. h. sa. s.

CAPVERN-LES-BAINS (Hautes-Pyrénées), Pens. « Chalet du Boulevard » Cuisine soignée, confort. Prix.

Vacances en Espagne

Hôtel Moderno, Rosas (Costa Brava). Restaurant sur Méditerranée. Ch. neuves. Prix aux retraités. Mai à oct. 11,60 NF. Juin à sept. 13,60 NF. Juil.-août 16 NF. TOUT COMPRIS. Env. coupon réponse international.

GODIN

EN VENTE dans votre

ECONOMAT

GODIN fabrique des cuisinières au charbon, des poêles au charbon et au mazout, des cuisinières TOUS GAZ, des machines à laver et des réfrigérateurs.

6152 - Intérieur fonte
Encomb. larg. 520, prof. 550, haut. 800.
Four larg. 300, prof. 380, haut. 240.
Poids approx. d'expédition 133 kg.

CUISINE CHAUFFAGE

DOCUMENTATION SUR DEMANDE GODIN - CUISE (AISE)

EMPLOYÉS S.N.C.F.

Pour vos Vins de table et Vins fins, GRATUITEMENT et sur demande, nous vous adressons tarifs et conditions d'expéditions, et si vous le désirez, échantillonnage de votre choix.

Maurice CHANTROT
Vins - AUBAIS (Gard)

ELECTRO-POMPES automatiques avec ou sans réservoir d'eau sous pression.

Matériel neuf de première marque. Garantie 2 ans. Prix et qualité imbattables. SOFEC, 9, boulevard Pereire, PARIS (17^e).

VOICI LE MERVEILLEUX SUPER-TÉLÉ MANEKO ÉCRAN GÉANT

61 cm. — 110 degrés

Une merveilleuse image dans une ébénisterie de grand luxe en Polyester stratifié de la plus haute élégance... Son prix, le moins cher du monde : 1.080 NF.

MACHINE A LAVER Marque LAVO-MATIC. 5 kgs. automatisme contrôlé, trempe, chauffe, lave avec inversion, rince, essore sans sortir le linge du tambour. Rendement exceptionnel. La moins chère du monde. Valeur réelle : 1.250 NF. Prix C.I.A. : 879 NF.

Importation Tchécoslovaque. Récepteur AM/FM TESLA 625/2, 10 lampes, 6 gammes d'ondes, 4 hauts-parleurs. Valeur réelle : 1.300 NF. C.I.A. : 995 NF.

IMPORTATION SUISSE DESO BIENOPHONE
Valeur réelle 959 NF. C.I.A. : 530 NF.

MAGNETOPHONES D'IMPORTATION ALLEMANDE TRIX
Valeur réelle : 590 NF. C.I.A. : 399 NF.
Electrophones Martial T. D. 15 sans changeur : 229 NF. C. 203 avec changeur : 329 NF.

REFRIGERATEUR :
112 L. val. réelle 990 NF... 599 NF.
142 L. val. réelle 1.190 NF... 729 NF.
182 L. val. réelle 1.490 NF... 799 NF.
242 L. val. réelle 1.790 NF... 999 NF.
Marchandises neuves, emballage d'origine, garantie d'usine.

Ets G. I. A., 20 22, rue Godefroy-Cavaignac, Paris 11^e (VOL. 45-51 et ROQ. 50-53).
Avoies en stock postes à transistors de toutes marques, cuisinières, réchauds, aspirateurs et tout électro-ménager ; de 50 à 70 % de remise sur les prix détail.

Précision Garantie Qualité

GLEIZES

HORLOGER JOAILLIER depuis 1866

107, rue Saint-Lazare PARIS (9^e) - TRI. 00-95

Très grand choix de bagues de fiançailles clips, bracelets, colliers et d'articles d'orfèvrerie à des prix très étudiés

CONDITIONS SPECIALES A MESSIEURS LES AGENTS DE LA S.N.C.F.

Catalogue gratuit sur demande

COMPTE-RENDU DE L'AUDIENCE à la Direction du personnel

Etaient présents :
MM. QUERON, directeur du Personnel ; ANDRE, chef adjoint du Personnel ;
MM. NICOLAS, DEBANDE, BENOIT, CHAPLAIS, COUSIN, Mlle DELACOUR, représentants de la C.F.T.C.

1° Conditions d'attribution de la commission allouée au personnel pour les souscriptions de bons à lots-kilométriques.

En présence des difficultés inhérentes à l'émission continue d'un titre qui, par ailleurs, est coté en Bourse, la S.N.C.F. a dû se résoudre à supprimer la commission en cause.

Par contre, celle-ci est maintenue pour les émissions massives de titres à long terme auxquelles la S.N.C.F. procède chaque année.

2° Institution d'une indemnité de transport dans certaines grandes villes de province.

La Délégation appelle l'attention sur le fait que les agents de l'Electricité et du Gaz de France en résidence à Lille, Lyon et Marseille bénéficient depuis 1955 d'une « indemnité de frais spéciaux » ayant le caractère d'une indemnité de transport.

Il s'agit là d'une mesure très particulière qui ne peut être étendue à la S.N.C.F.

3° Modification de l'article 155 du Règlement P2 en vue de la prise en compte, dans certains cas, de la variation de l'indemnité de résidence, suite à changement de résidence.

Les majorations résidentielles, différentes suivant les localités, ne peuvent qu'être appliquées uniformément à tous les agents en résidence dans une même localité, quelle que soit leur résidence précédente.

L'augmentation d'indemnité de résidence consécutive à une mutation dans une résidence où la majoration résidentielle est plus élevée n'est pas considérée comme une amélioration de la situation de l'intéressé. De même si l'agent est muté dans une résidence où la majoration résidentielle est plus faible, la diminution de son indemnité de résidence ne peut être considérée comme un amoindrissement de sa situation.

4° Indemnité pour le travail des dimanches et fêtes. Conditions d'application pour le personnel roulant.

Pour l'attribution de l'indemnité des dimanches et fêtes, la Délégation voudrait que les temps de travail qui, aux termes du Règlement P4, ne comptent que pour une fraction dans la durée du service effectif, soient pris en compte pour leur totalité. Elle pense plus spécialement aux agents susceptibles d'être défavorisés du fait de roulements comportant des parcours en voiture, délais d'attente, périodes de réserve, secours, etc.

On ne peut que s'en tenir à la règle actuelle suivant laquelle les heures donnant droit à cette indemnité sont décomptées conformément aux dispositions du Règlement P4 relatives à la détermination du travail effectif.

5° Affiliation des auxiliaires à :

- a) l'Union Nationale des Institutions de Retraites de Salariés (U.N.I.R.S.) ;
- b) l'Union Nationale Interprofessionnelle pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce (U.N.E.D.I.C.) ;
- c) au régime général des prestations familiales.

La S.N.C.F. s'est vu opposer un refus aux demandes qu'elle a présentées à l'U.N.I.R.S. En conséquence, elle est intervenue auprès d'un autre organisme, mais il est encore trop tôt pour préjuger les résultats de ces nouveaux pourparlers.

L'affiliation des auxiliaires à l'U.N.E.D.I.C., étant donné les statuts de celle-ci, ne peut être envisagée.

A propos de l'affiliation des auxiliaires au régime général des prestations familiales, il est indiqué à la Délégation qu'aucune réponse n'a encore été reçue à la lettre du 4 juin 1959, par laquelle la S.N.C.F. a adressé des propositions au ministre des Travaux publics et des Transports.

6° Possibilité pour l'attribution de la Médaille d'honneur des Chemins de fer de tenir compte du temps passé à la S.N.C.F. et chez un autre employeur ainsi que cela se fait pour l'attribution de la Médaille du travail.

De par sa nature même, la Médaille d'honneur des Chemins de fer ne peut être attribuée en tenant compte des services accomplis en dehors de la S.N.C.F.

7° Revalorisation de l'allocation attribuée à l'occasion de la Médaille d'honneur des Chemins de fer.

Il est pris note de cette demande, mais il est précisé que les taux correspondants ayant été augmentés le 1^{er} janvier 1960 ne pourraient l'être à nouveau dans l'immédiat.

8° Validation pour la retraite du temps neutralisé pour les anciens mineurs réadmis tardivement.

Il n'est pas possible de reprendre cette question qui doit être considérée comme définitivement réglée.

9° Prise en compte pour la fixation des échelons du temps de service accompli comme auxiliaire.

Cette demande a déjà été examinée à maintes reprises. Elle n'a pu être résolue dans le sens voulu par la délégation. Un sondage sera fait pour se rendre compte du pourcentage d'agents qui, remplissant la double condition pour bénéficier d'une pension de retraite normale, partiraient en retraite sans être au 9^e échelon.

10° Mise à la disposition des délégués du personnel avant les opérations de notation, des « cadres autorisés » dans des conditions telles que, dans la circonscription intéressée, les délégués puissent avoir une idée exacte des perspectives offertes à leurs mandants.

Il est procédé à un échange de vues sur cette question, au cours duquel les représentants de la C.F.T.C. appellent l'attention :

- sur l'intérêt qui s'attache à ce que les cadres autorisés soient effectivement communiqués aux délégués avant la réunion des Commissions de notation ;
- sur leur souci de voir exclue la pratique des notations complémentaires systématiques en cours d'année ;
- sur le fait que les cadres autorisés ne seraient pas suffisamment détaillés.

M. Quéron est bien d'accord pour considérer que l'établissement de tableaux d'aptitude complémentaires ne doit

pas être systématique, mais il est hostile, par contre, aux tableaux d'aptitude trop étoffés par rapport aux vacances escomptées dans l'année.

Par ailleurs, il ne croit pas qu'il soit conforme à l'intérêt bien compris des agents de trop découper les cadres autorisés.

11° Application aux auxiliaires licenciés par suite d'invalidité hors service et titulaires de la Médaille d'honneur des Chemins de fer, de l'annexe V 2^e du Règlement P11. Des dispositions favorables sont appliquées en ce domaine ; elles ne peuvent pas, toutefois, donner lieu à codification.

12° Attribution des vestes de cuir aux visiteurs de gares exerçant leur emploi dans des localités où le froid est particulièrement rigoureux.

13° Fourniture de canadiennes avec participation S.N.C.F. aux dirigeants et CBRO des trains de secours.

Les dispositions applicables en la matière ont été revues récemment dans un sens favorable. On ne peut que s'y tenir.

14° Conditions dans lesquelles doivent être soumis aux Comités Mixtes les problèmes relatifs aux effectifs :

- a) à l'occasion de la préparation du budget ;
- b) en cours d'exercice.

Aux termes de la décision ministérielle du 31 janvier 1955, relative à l'institution des Comités Mixtes à la S.N.C.F., « les Comités ont essentiellement dans leurs attributions l'étude des questions de production » et de « l'utilisation de la main-d'œuvre » et à ce titre ils sont consultés quand des modifications dans la consistance ou l'organisation des services entraînent des modifications dans l'utilisation du personnel (tableaux de service, en particulier).

15° Participation effective des C.L.A.S. à l'organisation des secours à l'occasion des catastrophes (inondations, etc.).

Les Comités d'activités sociales ont un rôle consultatif ; ils n'ont donc pas à assurer l'exécution de tâches dont la responsabilité incombe aux Services techniques ou sociaux spécialisés.

Il convient d'observer toutefois que les C.L.A.S. sont tenus au courant des mesures qui ont été prises. Ils ont, à ce moment, la possibilité de faire part des observations auxquelles ces mesures donnent lieu de leur part. Il leur est possible également de signaler les redressements qui leur paraissent justifiés d'apporter, dans certains cas, aux mesures qui ont été prises d'urgence.

16° Assouplissement des conditions exigées pour l'attribution des cinq jours de congés supplémentaires pour soigner le conjoint ou un enfant malade. — Possibilité d'extension de cette mesure en faveur des agents devant interrompre leur service pour soigner un ascendant vivant au foyer de l'agent.

Il n'est pas possible de modifier les règles actuelles d'attribution de ce congé supplémentaire. Si un agent se trouvait dans une situation particulièrement difficile du fait d'un ascendant malade et vivant à son foyer, c'est sous la forme d'un secours qu'une aide pourrait éventuellement lui être donnée.

17° Conditions d'attribution des prestations familiales pour les enfants poursuivant leurs études et exerçant pendant une partie des vacances scolaires une activité rémunérée. La question sera spécialement examinée en ce qui concerne les enfants qui n'exercent une activité rémunérée que pendant une partie des vacances.

18° Prolongation du paiement des prestations familiales pour les enfants placés en apprentissage ou poursuivant leurs études au-delà des limites d'âge légales (17 et 20 ans). Il est pris note de cette demande.

19° Examen des conditions d'admission des retraités dans les cantines.

Il s'agit seulement d'un essai et il n'est pas encore possible d'en tirer des conclusions.

20° Modalités d'application du décret du 15 janvier 1960 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail.

En ce qui concerne les prescriptions relatives à la sécurité du travail à la S.N.C.F., les règlements existent déjà. Quant à celles visant l'hygiène, il est procédé actuellement à un inventaire des différents textes en vigueur, en vue d'un regroupement dans un nouveau document qui sera ensuite soumis au ministre.

21° Ouverture des concours d'EMSTG dans les mêmes conditions aux femmes et aux hommes.

Il ne peut être envisagé d'ouvrir les concours d'EMSTG indifféremment aux hommes et aux femmes, et cela de façon systématique ; l'avis annonçant le concours règle la question au mieux des besoins dans chaque cas.

22° Egalisation de l'indemnité de résidence du personnel à service discontinu.

Il est pris note de cette demande.

23° Facilités de circulation au mari, aux enfants et beaux-enfants de la femme-agent du cadre permanent ou auxiliaire.

La possibilité d'améliorer le régime en question — mais seulement pour les enfants d'une femme-agent du cadre permanent — sera examinée.

24° Possibilité, pour les femmes ayant trois enfants et comptant au moins quinze années de service, de prendre leur retraite avec pension proportionnelle à jouissance immédiate.

M. Quéron prend note de cette demande qui lui semble intéressante.

25° Suite donnée à la révision des batteries de tests auxquels sont soumis les agents de conduite.

Il est procédé à un échange de vues sur cette question.

Les examens auxquels sont soumis les candidats agents de conduite ont pour but d'éviter dans toute la mesure du possible que soient dirigés dans cette branche d'activité les agents qui n'auraient manifestement pas les aptitudes voulues.

Les examens de contrôle permettent au médecin des Centres qui a entre les mains les résultats des examens psychotechnique de donner, le cas échéant, les indications utiles en vue d'une nouvelle orientation du sujet.

L'ACTION DE LA C.F.T.C.

CE QUE DEMANDE LA C.F.T.C.... ...pour améliorer le pouvoir d'achat

■ RELEVEMENT DU SALAIRE DE BASE (en fonction du coût de la vie).

En nous en tenant aux constatations officielles (augmentation du S.M.I.G. de 2,31 %), nous demandons une augmentation de 9,20 NF du traitement, ce qui donne à Paris, avec la répercussion sur la résidence, 11,50 NF au point 100 (1/Essai).

■ AVANCEMENT DES ETAPES (Indice A au 1^{er} janvier 1961).

La mise en indice A de tous les cheminots (Actifs et Retraités) représenterait une augmentation minimum de 5 % supplémentaire (soit environ la valeur d'une Echelle).

Si la C.F.T.C. tient à ces revendications, c'est d'une part parce qu'elles ne sont ni démagogiques, ni irréalisables, mais surtout parce que c'est à notre avis le meilleur moyen de relever les salaires et retraites des cheminots.

En effet, pour l'augmentation du coût de la vie, nous nous appuyons sur des chiffres officiels que le Gouvernement ne peut contester. Pour l'indice A, nous demandons l'application d'un système décidé par le Ministre et dont nous n'avons jamais accepté l'échelonnement.

■ AMELIORER LE SYSTEME DE REMUNERATION.

— Aménager les grilles de salaire, dans la zone des échelles 4 à 10, en majorant un certain nombre de coefficients hiérarchiques des grilles A et B.

— Dans le cadre de la modernisation, réduire le nombre d'échelles, notamment dans le personnel d'exécution par suppression des grades jumelés. Cette suppression serait conjointe avec la création (comme à E.G.F.) d'un indice C.

Ces améliorations ne mettent pas en cause le système lui-même ; il ne faut pas confondre améliorations avec changement total. Elles seront défendues en Commission Mixte en même temps que nos revendications concernant le salaire de base et l'indice A.

■ POUR L'AMELIORATION DU POUVOIR D'ACHAT.

Ce programme est complété par nos revendications et notre action qui restent permanentes pour :

- la suppression des abattements de zone ;
- le relèvement des prestations familiales, et en particulier pour nous, cheminots, deuxième relèvement des parts A et B ;
- l'action économique de la C.F.T.C. (circuit de distribution, réforme fiscale, crédits militaires, investissements, etc.).

DES CHIFFRES... DES PREUVES...

Ce sont les augmentations à attendre telles qu'elles sont définies par les organisations C.G.T. et C.F.T.C. les plus avantageuses pour tous les cheminots, ce sont celles de la C.F.T.C. sauf pour l'échelle 1 sur laquelle il y a 244 agents et que la C.F.T.C. demande de passer pratiquement à l'échelle 2.

Proposition C. G. T. Tribune des Cheminots du 1 ^{er} février	ECHELLES au 5 ^e ECHELON	Proposition C. F. T. C. Aug. salaire de base et mise en indice A
3.800	1	1.270
4.130	2	4.490
4.500	3	4.760
4.950	4	5.320
5.390	5	5.860
5.900	6	6.240
6.400	7	6.790
6.980	8	7.170
?	8 bis	9.130
7.590	9	7.690
?	9 bis	9.670
8.270	10	11.140
9.050	11	12.110
9.860	12	13.430
10.740	13	15.150
11.730	14	16.970
12.780	15	21.580
13.930	16	24.890
15.180	17	27.900
16.540	18	31.760
18.030	19	36.510

UNE HIÉRARCHIE PLUS JUSTE

Nous avons enfin trouvé « l'explication » de cette formule magique dans le rapport moral présenté par la C.G.T. à son Congrès des 7-10 mars 1961 (page 57), où nous lisons textuellement :

« Une hiérarchie plus juste et plus équitable pour les petites et moyennes échelles (cela s'entend pour la majorité des Cadres). » Voilà une révélation plutôt gênante. On comprend mieux pourquoi cette partie du rapport moral n'a pas été publiée dans la « Tribune » !!!

POUR LE RELEVEMENT des suppléments familiaux

Avec l'ensemble des travailleurs, la C.F.T.C. ne cesse de demander une véritable augmentation des prestations familiales, mais n'oublions pas les suppléments familiaux S.N.C.F. pour lesquels un premier redressement a été fait en 1960 et qui devrait se compléter rapidement par une seconde étape.

Monsieur le Directeur
du Personnel
de la S.N.C.F.

Paris, le 21 février 1961.

Monsieur le Directeur,

Dans le courant de l'année 1960, un effort important a été fait pour amener les Allocations Familiales supplémentaires à parité avec les suppléments familiaux analogues dont bénéficient les agents des services publics.

Nous souhaitons vivement que la seconde et dernière étape de remise en ordre puisse se réaliser dans les délais les plus brefs.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, à nos sentiments respectueux.

Pour le Bureau national :
A. NICOLAS.

15 MARS

Votez

Faites voter

C.F.T.C.

L'action syndicale est "payante"

Certaines organisations syndicales (la C.G.T. en particulier) tentent de démontrer aux cheminots que l'action syndicale ne leur a rien apporté en 1960... et tout cela par la faute de la C.F.T.C.

Plutôt que de « solliciter » uniquement des barèmes (mêmes officiels), nous avons pris un exemple précis.

Il s'agit d'un homme d'équipe (échelle 2, 2^e échelon) affecté à la Manœuvre dans un Triage de la Région Parisienne.

Il a travaillé vingt-quatre jours (dont huit nuits, huit matinées et trois dimanches) et a bénéficié de cinq repos et de deux congés.

Si nous comparons sa fiche de paie de décembre 1960 avec celle de décembre 1959, cela nous donne les chiffres suivants :

	H. E. 2/2
Salaires (1-1-60, 1-6-60, 1-11-60)	+ 1.960
Primes de productivité (1-1-60 et 1-6-60)	+ 1.092
Indemnité des D. et F. (1-1-60)	+ 1.560
Nuits (1-5-60)	+ 432
Enravage + Manœuvres (1-1-60)	+ 216
Transport (1-6-60)	+ 560
1 12 ^e de P.F.A. (environ 15 %)	+ 450
Total brut en plus par mois	+ 6.270

CE SONT LA DES CHIFFRES QUI EN DISENT PLUS LONG QUE TOUS LES DISCOURS.

Nous savons que la hausse du coût de la vie engouffre en partie ce que nous avons tant de mal à obtenir, MAIS NOUS NE CRAIGNONS PAS DE DEMONSTRER. Et si en 1961 nous arrachons des résultats semblables nous n'aurons pas à rougir.

Nos revendications Salaires/Retraités ne NOUS FONT PAS OUBLIER LES AUTRES REVENDICATIONS et en particulier :

- DEFENSE DES DROITS ACQUIS — Caisse de Prévoyance — Caisse de Retraite (Maintient du droit d'ouverture à pension à 50 et 55 ans, calcul en 1/50).
- REDUCTION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL — Retour progressif aux 40 heures, avec 2 repos accolés.
- CONSEQUENCES DE LA MODERNISATION et REVENDICATIONS CATEGORIQUES.
- DEFENSE DE NOTRE OUTIL DE TRAVAIL.
- DEFENSE DES LIBERTES ET DE LA PAIX.

Nouvelles tentatives pour l'action commune

Lettre à la C.G.T.

Fédération des Cheminots G.G.T.
Paris, le 3 février 1961

Camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 1^{er} février 1961, nous proposant une rencontre à une date à fixer ultérieurement pour tenter de trouver un accord sur un programme revendicatif.

Nous vous confirmons que nous ne sommes nullement opposés au principe d'une telle rencontre.

Nous vous confirmons également que nous pensons que pour qu'une telle réunion soit efficace il faut pouvoir y faire un travail précis et chiffré. Le dernier numéro de « La Tribune des Cheminots » auquel vous nous renvoyez pour avoir ces précisions ne nous apporte pas les lumières suffisantes. Précédemment vous aviez parlé d'une grille comportant un écart de 9 % entre chaque échelle et reprenant pour l'ancienneté en échelons les 20 % fixés par le programme de mai 1960. Selon vous cette grille serait ainsi échantillonnée 100/570, ce qui semble signifier que vous l'établissez sur 19 échelles. Nous aimerions savoir si vous entendez maintenir les échelles 8 bis et 9 bis et à quels coefficients vous les situez. Vous indiquez que vous réclamez un salaire de 42.000 francs au point 100. S'agit-il d'un salaire minimum avec raccord sur la hiérarchie par institution d'une nouvelle ISD ou s'agit-il d'un salaire plancher pour la hiérarchie ce qui conduirait à fixer le salaire de l'échelle 19, 9^e échelon, à :

$$\frac{42.000 \times 570}{100} = 239.400 \text{ francs par mois}$$

soit une augmentation de 239.400 — 186.510 = 52.890 francs par rapport aux salaires en vigueur le 31 janvier 1961.

Enfin, ce salaire de 42.000 et cette grille constitueraient-ils un nouveau système et les indices 0 - A et B prévus dans le système de mai 1960 devraient-ils disparaître ?

Ces précisions que nous vous avons demandées à plusieurs reprises et que vous ne nous avez toujours pas données nous permettraient de nous faire une opinion sur vos propositions et de pouvoir en discuter valablement avec vous.

Recevez, Camarades, nos salutations syndicalistes.

Pour le Bureau National :
P. BUTET,
Secrétaire Général.

Lettre à F.O.

Fédération de Cheminots
Force-Ouvrière
Paris, le 3 février 1961

Camarades,

Nous vous prions de trouver ci-joint copie de la réponse à ma lettre du 1^{er} février 1961 que nous adressons ce jour à la Fédération des Cheminots C.G.T.

Nous vous confirmons que nous ne sommes nullement opposés à examiner avec toutes les Organisations Syndicales les propositions susceptibles d'améliorer la rémunération des cheminots.

En mai 1960, nous avons pensé que l'acceptation du nouveau système actuellement en cours de développement était un moyen d'y parvenir. Votre Organisation ayant refusé son accord et prenant publiquement position contre ce système et contre ceux qui l'ont accepté, nous restons disposés à étudier positivement toutes propositions de nature à faire bénéficier les cheminots de meilleurs salaires.

Dans ce sens, n'ayant trouvé jusqu'à ce jour dans votre presse aucune proposition, chiffrée, nous sommes disposés à examiner toutes celles que vous seriez décidés à faire avec le maximum d'attention.

Recevez, camarades, nos salutations syndicalistes.

Pour le Bureau National :
P. BUTET,
Secrétaire Général.

A notre lettre, la C.G.T. a répondu le 16 février 1961.

La lecture de cette réponse nous apporte deux éléments nouveaux :

- 1^o La C.G.T. ne voit pas d'inconvénients à maintenir les échelles 8 bis et 9 bis ;
- 2^o La C.G.T. est contre les indices, c'est-à-dire hostile au système qui permet à un agent donné de voir son salaire augmenter de la valeur d'une demi-échelle sans changer de grade.

En dehors de cela, la dernière lettre de la C.G.T. nous confirme que les 42.000 à la base constituent un slogan électoral, sans plus.

En conclusion, la C.F.T.C. continue à penser que :

- 1^o L'augmentation du salaire de base (920 fr. sur le traitement, soit avec l'indemnité de résidence de 1.150 fr. à Paris) ;
- 2^o Le passage rapide de l'indice 0 (qui sera atteint par tous les cheminots le 1^{er} juin 1961) à l'indice A pour tous les cheminots, ce qui équivaut à une augmentation de salaire, égale à une échelle ;

est le meilleur moyen d'obtenir un relèvement réel des salaires et retraites en dehors de toutes les chimères.

Exploitation

La Délégation suivante de la Commission Technique Exploitation, conduite par André Nicolas, secrétaire général adjoint ; Louis Benoit, secrétaire de la C.T. ; Blanc, Bouquet R., Gandini, Martin, Warmez, a été reçue, le 25 janvier, par M. Souldard, directeur du Mouvement ; M. Buron et M. Rémy.

1° Avancement des élèves.

L'appel au service militaire effectuait dans la vingtième année, certains élèves ne peuvent plus prétendre à se présenter à l'examen de FEN2. La délégation a demandé que soit revue la situation de ces jeunes agents. La délégation indique également que certaines Régions appliquent au sens le plus restrictif l'article 51 bis qui prévoit « l'avis favorable » du chef d'arrondissement pour se présenter à l'examen de FEN2. Certains Arrondissements pratiquent encore des examens de sélection. D'autre part, la délégation s'élève sur que des postes déjà pénibles pour des adultes soient tenus par des élèves, notamment les postes de manutention qui n'apportent d'ailleurs aucune formation professionnelle.

Elle fait remarquer que dans certains cas, après leur retour du service militaire, les élèves exploitation plaionnent à certaines échelles et s'étonne que la carrière de ces agents ne soit pas suivie avec toute l'attention souhaitée. La délégation propose de créer une fiche qui retransmet au dossier de l'agent, ce qui permettrait de suivre l'élève régulièrement.

REPOSE. — La Direction prend note des suggestions présentées et fera examiner les points évoqués par la Délégation.

2° Conditions d'utilisation des F.E.N. en dehors de leur résidence d'attache.

La Délégation tient à souligner qu'il s'agit là d'un problème de fonds. Le F.E.N. est un crémequin qui a opté pour un poste fixe en fonction de son tempérament, de sa situation de famille, de son logement, etc. Il a donc fait un choix. Aujourd'hui, cet agent est contraint d'assurer des remplacements dans d'autres gares (quelquefois dans un rayon de 50 kilomètres) comme intérimaire. Cette interprétation est d'ailleurs contraire au Règlement P6 c.

REPOSE. — La Direction précise que les F.E.N. peuvent assurer des remplacements pour repos dans les établissements voisins de leur gare d'attache suivant un roulement dressé à l'avance.

Il n'est pas possible de définir, par une règle valable dans tous les cas, ce qu'il faut entendre par « établissements voisins ». Cette question est à régler compte tenu des circonstances locales.

3° Rémunération des chefs de petits établissements sur la durée effective de service.

Alois que les syndicats revendiquent très légitimement le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, nous ne pouvons pas oublier qu'en 1961 une catégorie d'agents reste soumise au régime des 54, 60 et 66 heures par semaine sans pour autant avoir un salaire majoré en conséquence. Il s'agit des chefs de gare et des agents (FMX, F.E.N.) occupés dans des petits établissements. Nous avons indiqué que, depuis plusieurs années, la fonction de chef de petite gare avait été dévaluée. Les compressions d'effectifs ont fait de ce personnel des exécutants qui, dans la plupart des cas, aiment désormais avec des FMX ou des FEN et n'ont, plus la possibilité de remplir auprès de la clientèle le rôle commercial qui devrait être le leur. Le volume de travail étant concentré sur deux ou trois agents, votre un seul. Il est anormal de leur imposer 9, 10 ou 11 heures de service par jour. Nous avons demandé que la durée hebdomadaire de travail dans les gares de 6^e classe, stations et haltes soit ramenée à 48 heures. Dans le cas où une telle solution serait irréalisable, nous estimons que les heures faites en sus de la durée normale du travail devraient être rémunérées comme heures supplémentaires. D'autre part, nous avons à nouveau attiré l'attention de la Direction sur les difficultés d'avancement dans la filière des chefs de gare et insisté sur le profond mécontentement qui règne parmi cette catégorie. Nous avons réclamé dans l'immédiat le reclassement des gares de 5^e et 6^e classe, ainsi que la suppression du grade de chef de halte qui deviendrait chef de station.

REPOSE. — La Direction reconnaît qu'il existe un problème des dirigeants de petits établissements consécutif aux mesures de concentration intervenues

AUDIENCE A LA DIRECTION DU MOUVEMENT

depuis quelques années. Mais elle ne partage pas notre point de vue quant au travail effectif de cette catégorie d'agents et estime que la durée du service est fixée en fonction des exigences de ce service. Néanmoins, elle demandera aux Régions de veiller à ce que la durée journalière du service n'atteigne pas systématiquement les maxima prévus au Règlement P4.

Pour ce qui concerne les perspectives d'avancement des chefs de petits établissements, il sera procédé, sur chaque Région, à un examen de la situation de ces agents ainsi que de celle des 122 chefs de halte restant à l'effectif.

4° Amélioration de la commande des intermédiaires et paiement de la majoration de 50 % pour toutes les heures supplémentaires résultant des délais d'attente et de trajet.

La Délégation développe les conditions de travail très particulières des intermédiaires qui ont des sujétions multiples et doivent s'adapter à toutes les situations. Elle proteste contre les commandes inhumaines à pied ou à bicyclette, dans la neige ou par verglas, notamment sur les Régions A.-L. et Nord De plus, on impose sur certaines Régions l'utilisation des locaux S.N.C.F. en cas d'astérisse !!! Nous demandons que des instructions soient données pour une commande plus souple, en particulier interdiction des longs trajets à pied ou à bicyclette en période extrême de matinée ou de nuit ainsi que l'hiver. La Délégation insiste pour que des mesures soient prises en faveur de la revalorisation de la filière IN et rappelle ses positions en la matière. L'avancement est trop faible, les cotations IN2, IN1, INP, KFIN, devraient être attribuées en priorité à la filière IN. Quant aux attachés Groupe VI réguliers IN1, ils devraient l'être en surmembre.

Enfin, la Délégation marque à nouveau son désaccord sur la compensation des heures résultant des trajets et délais d'attente telle qu'elle est pratiquée en fonction du Règlement P2. Elle fait remarquer qu'il y a interprétation contradictoire avec le Règlement P4, anomalie condamnée par l'inspection du travail. En conséquence, les heures de travail résultant du décompte des trajets et délais d'attente, étant considérées comme travail effectif, la Délégation estime qu'elles doivent être traitées comme heures supplémentaires et compensées ou rémunérées avec, dans tous les cas, majorations de 50 %.

REPOSE. — La Direction est d'accord pour faire examiner, par un fonctionnaire de la Direction M, le problème de la commande des intermédiaires. Elle estime que les modifications apportées en 1958 au dictionnaire des grades ont amélioré sensiblement la filière, puisque le nombre d'IN2 est passé de 794 à 1.076 et celui des IN1, de 213 à 345, et ne partage pas le point de vue de la Délégation qui trouve ces mesures insatisfaisantes. Sur le point particulier de la position des IN2, du fait de la possibilité pour les anciens attachés des groupes VI et VII d'accéder assez rapidement au grade d'IN1, la Direction est d'accord pour quelques promotions en surmembre, ces questions devant trouver une solution locale. Enfin, évoquant le problème de la rémunération des heures supplémentaires, la Direction précise que ce problème ne peut être réglé au stade de cette audience ; il intéresse, en effet, tous les services et fera l'objet d'un examen ultérieur à la Commission Mixte du Statut.

5° Revalorisation des primes de travail (enrayage, manœuvre, etc.).

La prime d'enrayage a été revalorisée de 8 francs par jour en janvier 1960. L'indemnité journalière de manœuvre a également été augmentée, mais nous ne partageons pas l'avis de la Direction du Mouvement qui estime qu'elle l'a été « dans des proportions plus importantes que les salaires et les primes de rendement ». En effet, les différents taux ont été revalorisés de 1 franc ancien au 1^{er} janvier 1960 !!!

Le Combat de la C.F.T.C.

Ateliers Que dit le courrier M. T.

Le nombreux courrier traitant du problème de la filière, reçu au Secrétariat de la Commission Technique Fédérale des ouvriers du M. T. peut être classé en deux catégories ; dans l'une le courrier émanant de camarades nous fait part de leurs sentiments, dans l'autre celui établi par nos sections techniques d'établissements.

En voici les remarques générales :

Dans le courrier que nous pourrions appeler « individuel » nos camarades exposent leur point de vue à partir de leur situation personnelle, de l'échelle sur laquelle ils sont placés en se comparant avec leurs camarades des échelles immédiatement au-dessus de la leur.

C'est ainsi que le Manœuvre indique que les OPFL ont eu des améliorations ces dernières années, augmentations de pourcentages des MEO et OPFLK, possibilité de passer des essais ou examens leur permettant de décrocher des échelles alors qu'il pour lui le Manœuvre, il n'a aucune possibilité.

Le compagnon considère que rien n'a été fait pour sa catégorie, et que même s'il réussit à satisfaire à un essai ou à un examen cela ne lui donne pas pour autant des échelles puisqu'il n'y a plus d'avancement, alors que les CBRO et assimilés ont été sucrés, toutes les améliorations ayant été faites à leur profit.

Les C.B.R.O. indiquent qu'ils sont les parents pauvres de la filière, avec un métier de chien, tandis que les contremaîtres sont les grands favoris de ces dernières années.

Le courrier établi et adressé par nos sections techniques d'établissements, fait état de comparaisons entre la filière ouvriers et d'autres filières comparables, il considère que notre filière est la plus déséquilibrée de l'ensemble ne pouvant durer, il faut que ça change.

Toutes ces réflexions démontrent avec netteté le profond malaise qui règne dans notre filière, laquelle doit faire l'objet d'un remaniement dans son ensemble, comme nous ne cessons de le réclamer depuis de nombreuses années.

Lorsque nos camarades font état de comparaisons entre grades de la filière, ils n'ont pas totalement raison, car il faut voir l'ensemble du problème qui doit former un tout cohérent, en tenant compte de la qualification exigée pour le poste tenu et du déroulement de carrière, c'est-à-dire d'un avancement normalisé en cours de carrière.

Les études et doléances adressées par nos sections techniques d'établissements sont beaucoup plus consistantes et réalistes en établissant des comparaisons basées sur la valeur professionnelle exigée pour les différents postes de la filière dans son ensemble, avec d'autres filières comparables, elles démontrent ainsi clairement le déséquilibre existant au grand désavantage de notre filière.

Cette constatation établie sur le plan technique doit, pour être complète se poursuivre sur le plan syndical. En effet lorsque les gars de la filière ouvriers ont certaines filières plus favorisées, ils doivent également regarder quelle est la préférence syndicale des délégués du personnel pour chacune des filières comparées et ils s'apercevront que les délégués appartenant à la C.F.T.C. sont fort nombreux et majoritaires dans les filières considérées comme plus avantagées.

Pour la filière ouvriers lisons « La Tribune des Cheminots » du 15 février 1961 qui indique

« Le résultat de cette confiance accordée aux candidats de la C.G.T. a permis à notre Organisation d'obtenir la quasi-totalité des sièges dans les représentations aux chefs de Service MT et la totalité au Comité Mixte Central du MT »

Tout ceci est vrai et il faut en tirer les conclusions. Pour que ça change, les gars de la filière ouvriers feront comme les Cheminots des filières plus favorisées : ils voteront et feront voter le 15 mars 1961 pour les candidats présentés par la C.F.T.C.

J. CHAPLAIS.

Traction Lettre à la C.G.T.

Camarade responsable Agents de conduite Section Technique Nationale C.G.T., 19, rue Pierre-Sémard PARIS IX^e

Paris, le 10 février 1961.

Camarade,

Nous vous remercions de la lettre du 8 février 1961.

Après examen, nous pensons qu'il est important de faire la part de ce qui est dans vos propositions, manœuvres électorales et défense réelle des camarades.

Nous savons qu'il ne sera pas possible à la Commission du Statut, qui a compétence pour les problèmes généraux que vous avez soulevés d'en discuter avant d'avoir terminé l'Indice L.

Nous savons que votre Fédération a un programme général d'action pour les Cheminots.

Nous vous demandons, par conséquent, la place et l'ordre d'urgence que votre Fédération assigne aux revendications générales des agents de conduite.

Cas où vous ne pourriez nous donner ces précisions, nous vous signalons qu'il est possible à notre avis d'engager en commun le moyen de remédier aux problèmes des faisant fonctions et autorisés S.O. en faveur desquels nos Commissions techniques ont pris des initiatives auprès des chefs d'arrondissement.

Déjà, un premier résultat a été obtenu puisque c'est grâce en particulier à l'action des militants C.F.T.C. que les délégués n'ont pas signé les T.A.

Nous demeurons vigilants et actifs au sujet des problèmes de la filière.

Les revendications des agents de conduite ont été étudiées par notre C.T., posées à plusieurs reprises à la Direction du M.T., pour la dernière fois le 14 janvier 1961.

Notamment :

- Primes ; garanties ; simplification du calcul des primes ;
- Prime de congé. Nous attendons l'accord de votre Fédération pour quelle soit favorablement solutionnée ;
- Prime de compensation en cas de reconversion partielle ;
- Prime de travail de nuit ;
- Complément de rémunération pour les autorisés à la route ;
- Maintien de deux agents traction sur la machine ;
- Coupure de nuit ;
- Imperméables aux agents de conduite.

Le ministre a été saisi de nos demandes et c'est grâce à l'action de la C.F.T.C. que la garantie de l'emploi a été améliorée trois fois depuis 1953.

C'est aussi grâce à la C.F.T.C. que l'indemnité des dimanches et fêtes a été obtenue, revendication posée depuis 1952.

Enfin, nous sommes toujours d'accord pour examiner ensemble des propositions concrètes à faire à la Commission mixte.

Reçois, Camarade, nos salutations syndicalistes.

Y. COUSIN.

Services Communs

1° CONDITIONS D'AVANCEMENT, CLASSEMENT DES GRADES POUR TOUTES LES FILIERES SERVICES COMMUNS

- Amélioration des pourcentages dans toutes les filières.

Mais cette amélioration ne permettrait que des promotions immédiates sans uniformiser l'avancement moyen dans les différentes circonscriptions de notation. Ce dernier varie énormément en fonction de l'évolution des effectifs et de l'âge moyen et il est mis en échec bien souvent par des mutations. C'est pour parer à cela qu'il faut une :

- Garantie d'avancement consistant à garantir un pourcentage annuel de nominations d'un grade sur le grade supérieur ;
- Suppression de l'examen de barrage.

15 MARS

Votez
Faites voter
C.F.T.C.

MILITANT !
ADHÉRENT !

Ce doit être
L'OBJECTIF

NOS REVENDICATIONS

Mais, faute de pouvoir l'obtenir, aménagement de ce dernier et perspectives d'avancement pour les agents notamment âgés qui ne peuvent y satisfaire par la :

- Création de grades à l'échelle 11, tels que EMP et GAMG et extension des postes d'AEA en arrondissement.

Dans une perspective plus lointaine et dans le cadre de la création de véritables échelles fonctionnelles à la S.N.C.F. :

- Suppression de l'échelle 8 et l'EEO sur l'échelle 9 des EMP 2 et GDRP actuels.

Toute demande d'avancement automatique en grade et de reclassement systématique en échelle est démagogique.

2° REVALORISATION DES PRIMES ADMINISTRATIVES

En attendant la suppression totale des primes à la S.N.C.F. et leur inclusion dans le traitement :

- Alignement de la prime administrative sur la prime moyenne EX-VB ;
- Création d'une prime de service actif aux agents de distribution faisant de la manutention.

Par suite de la mise en place de l'EEO :

- Garantie de rémunération aux mécanographes qui viendraient à perdre leur emploi ;
- Création d'une indemnité de mécanographie pour les agents utilisés sur machines-comptables en établissement.

3° SUPPRESSION DE LA RECUPERATION DES PONTS

4° AMENAGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL

En attendant les 40 heures et en premier stade les 45 heures pour tous, aménagement des horaires pour permettre au maximum les repos accolés des samedi et dimanche par la :

- Semaine en cinq jours.

Pour les revendications catégorielles

Voies et Services Electriques

Réunion commune avec la C.G.T.

Comme indiqué dans le dernier « Cheminot de France » notre Bureau s'est réuni le 9 février 1961 et a décidé de répondre favorablement à la demande de la Section technique nationale C.G.T. pour une réunion commune.

Paris, le 10 février 1961

Monsieur le Secrétaire de la Section Technique S.E.S. de la Fédération C.G.T. des Cheminots, 19, rue Pierre-Sémard Paris (9^e)

Faisant suite à notre lettre n° 116, Dossier 33-02 du 18 janvier 1961, nous vous indiquons que le Bureau de notre Commission Technique Nationale du S.E.S. réuni le 9 février 1961, a décidé de répondre favorablement à votre invitation du 12 janvier 1961.

Par notre lettre du 18 janvier nous vous avons fait parvenir un schéma de notre programme revendicatif. Afin de préparer utilement cette rencontre, nous serions heureux de recevoir votre programme avant la réunion commune.

Nos camarades qui participent à cette réunion, étant en service à la S.N.C.F. et n'habitant pas tous la région parisienne, nous vous demandons de nous prévenir quelques jours à l'avance de la date de la réunion que nous nous laissons le soin de fixer, étant entendu que les 14, 15, 22, 23 et 24 février ne peuvent être retenus, nos camarades ayant déjà des engagements.

Recevez, Camarade, nos salutations syndicalistes.

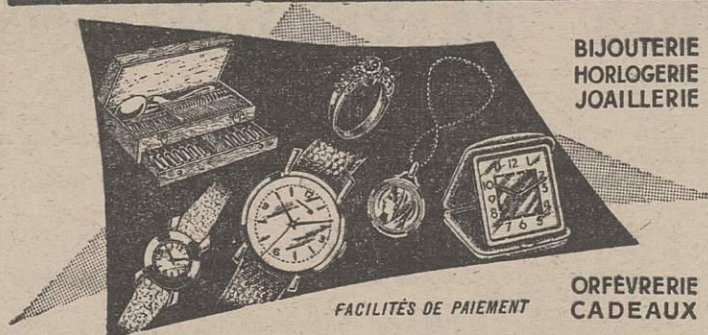
Pour le Bureau,

R. COPIN.

Par lettre du 20 février, la C.G.T. nous répond et nous propose la date du 28 février pour nous rencontrer.

LE 15 MARS VOTEZ C.F.T.C.

AU CARILLON D'OR



22, 24, AV. Secrétan. PARIS. NORD 32-87. MÉTRO JAURÈS
REMISE 10% AUX CHEMINOTS

Monfrèux SÉGALOT crée le
1^{er} centre mondial
de diffusion
du meuble

SÉGALOT

52 av. du général
Leclerc-Paris 14^e
métro : Moulin-Duvernoy

AVANTAGES

- Livraison et installation gratuites dans toute la France
- Reprise en compte des anciens meubles
- 18 mois de crédit sans formalité

Ouvert tous les jours sauf le dimanche - PARKING

CATALOGUE

"Triple Edition" en couleurs réf. 129
GRATUIT

UNE REMISE IMPORTANTE

vous est accordée par M^e SÉGALOT

OUVERT TOUTS LES JOURS SAUF DIMANCHE

HABILLEZ-VOUS DIRECTEMENT

CHEZ LE FABRICANT
DU VETEMENT MASCULIN DE LUXE

M. BAK

Ateliers et vente : 6, rue N.-D.-de-Nazareth, PARIS-3^e
(2^e étage)

Métro : République et Temple Tél. : ARChives 27-30

Vente directe au client particulier
A PRIX DE GROS

TOUTE LA GAMME DES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS
TISSUS DE HAUTE QUALITÉ
COUPE MODERNE PAR SPECIALISTE
FABRICATION SOIGNEE
GRAND CHOIX PERMANENT DE

**Costumes - Vestes - Pantalons
Gabardines - Pardessus**

MESURES INDUSTRIELLES
AVEC DEUX ESSAYAGES

Ateliers agréés pour la
FABRICATION DE VETEMENTS « TERGAL »

Lors de votre visite, n'oubliez pas de demander
notre CARTE DE GARANTIE vous donnant droit
à 2 repassages GRATUITS D'UN VETEMENT
de notre marque déposée L. O. M. B.

N'oubliez pas cette adresse :

M. BAK

6, rue Notre-Dame-de-Nazareth, PARIS

TOUJOURS L'INDICE "L"

LE Président de la Commission Mixte du Statut avait laissé entrevoir que la réunion du 2 février serait décisive. Il apparut d'entrée, à tout observateur impartial, que la S.N.C.F. n'était plus disposée à en finir. Elle prétextait que le climat pré-électoral n'était guère propice à la solution de l'indice L, solution qu'elle ne concevait que par l'acceptation pure et simple de son projet. Cette position combla d'aise certaines Organisations Syndicales qui ne semblent pas très fixées sur l'objectif qu'elles poursuivent.

La C.F.T.C., nous l'avons déjà écrit et nous l'avons déclaré en séance, est favorable à une réforme de l'indice L. Les Cadres Autonomes, la C.G.T. et F.O. ont également fait une déclaration

dans le même sens. Mais nous entendons que des garanties nous soient données en faveur des agents que le projet S.N.C.F. risque de pénaliser. Nous avons, dans ce but, adressé nos contre-propositions qui toutes s'inscrivent dans le cadre du projet en discussion. Elles ont été reprises sur un dépliant contenant les observations de toutes les Organisations. La lecture de ce document est de nature à édifier les agents indicés L. Il y a loin en effet des déclarations tonitruantes de certaines Organisations à la réalité.

La C.F.T.C. a réclamé en particulier et pour l'essentiel :

a) Pour les agents conservant l'indice L :

Une clause de garantie en cas d'intégration ultérieure d'un élément ou d'une partie d'élément quelconque de la rémunération.

AUX EX-AGENTS DES CHEMINS DE FER TUNISIENS

OBJET

Ordre de reversement
sur frais de changement
de résidence

Les adhérents de notre Organisation qui, à la suite de leur rapatriement de Tunisie en France ont fait l'objet d'ordre de reversement pour trop-perçu sur leurs frais de changement de résidence, émis à leur rencontre par la Trésorerie générale de France en Tunisie, sont informés de ce qui suit :

1^o Ajournement des poursuites

Après étude de leurs dossiers, nous demandons à M. le Ministre plénipotentiaire de France en Tunisie de surseoir au recouvrement des sommes réclamées par le Trésor public pour nous permettre de mettre en demeure le démissionnaire de rembourser les sommes qu'il s'est fait abusivement servir. Nous joignons à cette lettre copie de la mise en demeure faite au démissionnaire.

L'ambassade de France en Tunisie nous accorde le temps nécessaire pour l'exercice de l'action.

2^o Action contre le démissionnaire

Lorsque le démissionnaire n'obtempère pas à la mise en demeure que nous lui adressons, nous introduisons à son encontre une action devant le tribunal d'instance du domicile de notre adhérent.

3^o Demande de remise partielle ou totale de la somme réclamée par le Trésor public

Lorsque le démissionnaire a fait faillite ou lorsqu'il a disparu, nous introduisons auprès de l'ambassade de France en Tunisie une demande de remise de la somme réclamée par le Trésor public. Le dossier ainsi introduit doit comporter une déclaration sur l'honneur de l'agent aux termes de laquelle celui-ci affirme n'avoir perçu aucune ristourne du démissionnaire.

4^o Recours à plusieurs organismes de défense

Nous avons constaté que plusieurs adhérents qui nous avaient confié le soin de défendre leurs intérêts font intervenir, en même temps, d'autres organismes ou associations. Nous nous félicitons à ne pas être les seuls à nous préoccuper de la défense des intérêts des ex-agents des Chemins de fer tunisiens, mais il nous apparaît impossible d'assumer efficacement la défense d'un adhérent si, en même temps que nous agissons pour lui, un autre organisme réalise des interventions dont nous n'avons pas connaissance.

En conséquence, nous invitons nos adhérents faisant l'objet d'un ordre de reversement et nous ayant confié le soin de défendre leurs intérêts de nous faire savoir s'ils ont chargé un autre organisme d'intervenir en leur faveur soit auprès de l'ambassade ou de la Trésorerie générale de France en Tunisie, soit encore auprès du ministère des Finances. Dans l'affirmative, nous leur réexpédierons les pièces qu'ils nous ont confiées en les invitant à remettre leur défense à l'organisme qu'ils auraient chargé d'intervenir en leur faveur.

J. DERVILLEZ.

Contre la récupération des ponts

249 50.42

Monsieur le Directeur
du Personnel
de la S.N.C.F.

Paris, le 17 février 1961.

Monsieur le Directeur,

Par lettre PC 97 du 31 janvier 1961 vous avez décidé que les services, bureaux et établissements dont le personnel chôme les dimanches et jours de fêtes légales et bénéficie en outre, du régime de travail de la semaine anglaise seront fermés le samedi 15 juillet et le lundi 14 août 1961.

En conséquence, les agents de ces services devront récupérer trois samedis après-midi.

Pour les services de la Direction Générale, des services régionaux et bureaux des arrondissements de Paris vous avez fixé les jours de récupération aux samedis 13 et 27 mai et 30 septembre 1961.

Nous avons l'honneur de vous faire part des remarques ci-après :

1^o Nous sommes satisfaits qu'une décision en ce domaine soit prise dès le début de l'exercice sans attendre les semaines précédentes comme ce fut le cas trop souvent, et souhaitons qu'il soit procédé de cette façon chaque année.

2^o Nous vous remercions notre hostilité aux jours chômés avec récupération, alors que bon nombre d'entreprises ne demandent pas cette récupération (Ex. : E.G.F., Banques, Assurances).

3^o Nous rappelons et insistons pour que, s'il y a récupération elle ne se fasse que pendant les mois de mauvaise saison.

En conséquence, nous vous demandons, Monsieur le Directeur, de bien vouloir examiner la possibilité de ne pas faire procéder à la récupération de ces ponts et en tout état de cause de ne pas maintenir les dates fixées par vos soins, en particulier celles des 13 et 27 mai 1961.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, avec nos remerciements anticipés,

A. NICOLAS,
Secrétaire général adjoint.

Le maintien de l'exonération du paiement des fournitures d'eau ;

b) Pour les agents qui seraient reclassés à l'échelle E + 1.

1^o Logés par la S.N.C.F.

Que le loyer ne puisse excéder la différence de rémunération entre l'échelle E et l'échelle E+1. Qu'aux agents dont le logement ne correspond pas à la situation de famille, il ne soit proposé qu'un local de confort équivalent, ainsi que l'octroi du remboursement du déménagement et de deux jours de congés.

2^o Non logés par la S.N.C.F.

Que les valeurs servant à déterminer le montant de « l'indemnité mensuelle de logement » soient révisées à chaque modification de rémunération ou du loyer.

Au cours de la réunion du 2 février, la délégation C.F.T.C. a insisté pour obtenir des réponses de la S.N.C.F. Si elle s'est opposée au renvoi de la discussion, c'est qu'elle n'entend pas voir le problème de l'indice L discuté conjointement avec celui de la Modernisation. Hélas ! nous n'avons pas été suivis.

Les Organisations Syndicales se sont depuis rencontrées à deux reprises. Qu'importe l'endroit, ce qui compte c'est qu'une telle rencontre ait pu avoir lieu et qu'un accord sur des contre-propositions identiques en ait résulté. Nous avons été très satisfaits de voir les autres Organisations se rallier à l'essentiel des contre-propositions de la C.F.T.C.

Nous regrettons simplement la prétention affirmée par F.O., selon laquelle nous nous serions rapprochés de leur point de vue. De même pour la C.G.T. n'ayant officiellement présenté qu'une contre-proposition à laquelle nous n'avons jamais souscrit, c'est-à-dire pour les S.C.G. et S.C.D., le maintien du « statu quo » (Tribune du 1^{er} octobre 1960). Nous avons d'ailleurs vainement cherché dans le dépliant mentionnant les observations des syndicats une contre-proposition C.G.T. en faveur des agents actuellement logés (S.C.G. et S.C.D.).

Quant à l'examen de barrage, les quatre Organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O. et Cadres Autonomes, tout en conservant leur revendication propre sur l'examen de barrage en général, qui pour la C.F.T.C. est la suppression, se sont entendus pour accepter, dans le cas particulier de la filière Mouvement, la proposition S.N.C.F., c'est-à-dire le statu-quo.

Raymond MARTIN.

VACANCES DE PAQUES à la M.F.V.

de Saint-Denis-près-Martel

Quelques familles ont déjà retenu leurs places à notre Maison Familiale de Vacances de Saint-Denis-près-Martel (Lot).

Rappelons qu'il est, en effet, possible de séjourner à Saint-Denis pour ces très prochaines vacances scolaires et que chaque année, cette époque marque la reprise d'activité de notre M.F.V.

Ceux de nos camarades que cela intéresse doivent s'adresser sans tarder au directeur de la M.F.V. des Cheminots à Saint-Denis-près-Martel (Lot). Joindre un timbre pour la réponse.

Signalons d'autre part que la Mutuelle Familiale des Cheminots de France vient de décider en faveur de ses adhérents et des membres de leurs familles qui séjourneront à notre M.F.V. pendant la période du 1^{er} juin au 30 septembre, une participation de 5 % sur le montant de leurs frais de pension.

L. D

EMPLOYÉS S.N.C.F. - POUR VOS VINS Vve AIMÉ MARTIN - Vigneron - AUBAIS (Gard)

TARIF SUR DEMANDE

1959 — GRANDE ANNEE
BEAUJOLAIS - BOURGOGNE - CÔTE DU RHÔNE
CHATEAUNEUF DU PAPE - Vins mousseux, méthode champenoise
Vente directe au consommateur :
24 BOUTEILLES ASSORTIES DEPUIS 70 NF
à choisir sur notre tarif
MARIN PONCET, ANSE (Rhône)

Tarif envoyé
gratuitement

VINS EN FUTS DIRECTEMENT PROPRIÉTÉ

PULTZ Louis, ret. SNCF, Aubais (Gard)

Miel de table, garanti pur, 5, 10, 20
kilos, 28.00 NF, 53.00 NF, 95.00 NF.
fr., Armand Goyet, La Breille-les-
Pins (M.-et-L.) C.C.P. Nantes 19-12-36

Grands Vins d'Anjou

Rosé d'Anjou - Anjou - Sec
Coteaux du Layon

25 Bout, ass. 1953-1959 : 100 NF
12 Bout, ass. 1960 : 38,50 NF
en fûts, à partir (le litre) 2 NF

R. LUSSON - VIGNERON
Saint-Lambert-du-Lattay (M.-et-L.)

ECHELLE	ECHELON	TOTAL : Traitement + Part de productivité + Indemnité de résidence en fonction du pourcentage de la majoration résidentielle + Indemnité spéc. dégressive						
		25 %	22,5 %	22 %	20 %	19 %	16 %	15 %
T 1	1 ^{er}	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF
	2 ^e	408,50	399,80	398,00	391,00	387,50	377,00	373,50
	3 ^e	420,50	411,50	409,70	402,50	398,90	388,10	384,50
	4 ^e	431,30	422,10	420,20	412,80	409,10	398,10	394,40
	5 ^e	443,40	433,80	431,90	424,30	420,50	409,10	405,30
	6 ^e	454,30	444,50	442,60	434,80	430,90	419,20	415,30
	7 ^e	466,80	456,80	454,80	446,80	442,80	430,80	426,80
T 2	1 ^{er}	479,90	469,60	467,60	459,30	455,20	442,90	438,80
	2 ^e	482,60	472,30	470,20	461,90	457,80	445,30	441,20
	3 ^e	495,60	485,00	482,80	474,30	470,10	457,30	453,10
	4 ^e	511,40	500,40	498,20	489,50	485,10	471,90	467,50
	5 ^e	527,40	516,10	513,80	504,80	500,30	486,70	482,20
	6 ^e	540,40	528,80	526,50	517,20	512,60	498,70	494,00
	7 ^e	559,80	547,80	545,40	535,80	531,00	516,60	511,80
T 3	1 ^{er}	576,50	564,20	561,70	551,80	546,90	532,00	527,10
	2 ^e	537,70	526,10	523,80	514,60	510,00	496,10	491,50
	3 ^e	553,30	541,50	539,10	529,60	524,80	510,60	505,80
	4 ^e	572,80	560,50	558,00	548,20	543,30	528,50	523,60
	5 ^e	586,80	574,20	571,60	561,60	556,50	541,40	536,40
	6 ^e	607,20	594,20	591,60	581,20	576,00	560,30	555,10
	7 ^e	624,30	610,90	608,20	597,50	592,10	576,10	570,70
T 4	1 ^{er}	641,20	627,50	624,70	613,70	608,20	591,70	586,20
	2 ^e	615,30	602,10	599,40	588,90	583,60	567,70	562,50
	3 ^e	638,20	624,50	621,70	610,80	605,30	589,90	584,40
	4 ^e	655,40	641,30	638,50	627,20	621,60	604,70	599,10
	5 ^e	679,00	664,40	661,50	649,90	644,00	626,50	620,70
	6 ^e	696,40	681,50	678,50	666,50	660,60	642,60	636,70
	7 ^e	716,70	701,30	698,20	685,90	679,80	661,30	655,20

2. - PERSONNEL AGÉ DE MOINS DE 18 ANS

ECHELLE	AGE	TOTAL : Traitement + Part de productivité + Indemnité de résidence en fonction du pourcentage de la majoration résidentielle + Indemnité spéc. dégressive						
		25 %	22,5 %	22 %	20 %	19 %	16 %	15 %
3	15 ans	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF
	16 ans	235,00	230,00	229,00	225,00	223,00	217,00	215,00
	17 ans	274,70	268,80	267,70	263,00	260,60	253,60	251,30
4	16 ans	312,60	305,90	304,60	299,30	296,60	288,60	285,90
	17 ans	286,80	280,70	279,50	274,60	272,10	264,80	262,30
5	16 ans	328,30	321,30	319,90	314,30	311,50	303,10	300,30
	17 ans	302,40	296,00	294,70	289,50	286,90	279,20	276,60
6	16 ans	346,30	338,90	337,40	331,50	328,60	319,70	316,70
	17 ans							

ASSURANCE AUTO-MOTO

Vous avez droit au tarif réduit avec ristourne chaque année sans accident. Conducteur, famille, passagers garantis. Défense de l'Assuré après accident.

ADAM-ASSURANCE
Assureur auto-moto agréé
181, rue Lafayette, Paris
(près gares Nord et Est)



HORLOGERIE BIJOUTERIE LUTZ

70 à 82, RUE DE LYON-PARIS 12^e
TEL. : DID. 46-85

Conditions spéciales au personnel de la S. N. C. F.

LE CHEMINOT DE FRANCE

REDACTION et ADMINISTRATION
26, rue de Montholon, 26
PARIS (IX^e)
Téléphone : TRUDaine 91-03
Compte chèque postal :
Fédération - Paris 26-44
Abonnement annuel : 5 NF
(compris dans la cotisation syndicale)

POUR LA PUBLICITE
s'adresser

AGENCE PUBLICAT
24, bd Poissonnière - PARIS (9^e)
Téléphone : PROVence 86-51



Le Gérant :
Maurice DUBOIS

IMPRIMERIE SPECIALE
du "CHEMINOT DE FRANCE"
5, rue du Cornet, Le Mans - 45.577

Travail exécuté par des syndiqués

3. - PERSONNEL A SERVICE DISCONTINU

A. - Agents chefs de famille. B. - Agents non chefs de famille

ECHELLE	ECHELON	TOTAL : Traitement + Part de productivité + Indemnité de résidence en fonction du pourcentage de la majoration résidentielle + Indemnité spéc. dégressive						
		25 %	22,5 %	22 %	20 %	19 %	16 %	15 %
D 1	NC A	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF
	1 ^{er} A	207,00	199,60	198,20	192,20	189,30	180,40	177,50
	2 ^e A	157,70	155,30	154,80	152,80	151,80	148,90	147,90
	3 ^e A	210,80	203,40	202,00	196,00	193,10	184,20	181,30
	4 ^e A	161,50	159,10	158,60	156,60	155,60	152,70	151,70
	5 ^e A	214,90	207,50	206,10	200,10	197,20	188,30	185,40
	6 ^e A	165,60	163,20	162,70	160,70	159,70	156,80	155,80
D 3	1 ^{er} B	219,00	211,60	210,20	204,20	201,30	192,40	189,50
	2 ^e B	169,70	167,30	166,80	164,80	163,80	160,90	159,90
	3 ^e B	223,10	215,70	214,30	208,30	205,40	196,50	193,60
	4 ^e B	173,80	171,40	170,90	168,90	167,90	165,00	164,00
	5 ^e B	227,20	219,80	218,40	212,40	209,50	200,60	197,70
	6 ^e B	177,90	175,50	175,00	173,00	172,00	169,10	168,10
	7 ^e B							
D 4	NC A	238,40	231,00	229,60	223,60	220,70	211,80	208,90
	1 ^{er} A	189,10	186,70	186,20	184,20	183,20	180,30	179,30
	2 ^e A	242,60	235,20	233,80	227,80	224,90	216,00	213,10
	3 ^e A	193,30	190,90	190,40	188,40	187,40	184,50	183,50
	4 ^e A	246,60	239,20	237,80	231,80	228,90	220,00	217,10
	5 ^e A	197,30	194,90	194,40	192,40	191,40	188,50	187,50
	6 ^e A	251,90	244,50	243,10	237,10	234,20	225,30	222,40
D 5	1 ^{er} B	202,60	200,20	199,70	197,70	196,70	193,80	192,80
	2 ^e B	256,90	249,50	248,10	242,10	239,20	230,30	227,40
	3 ^e B	207,60	205,20	204,70	202,70	201,70	198,80	197,80
	4 ^e B	262,30	254,90	253,50	247,50	244,60	235,70	232,80
	5 ^e B	213,00	210,60	210,10	208,10	207,10	204,20	203,20
	6 ^e B							
	7 ^e B							
D 6	NC A	265,70	258,30	256,90	250,90	248,00	239,10	236,20
	1 ^{er} A	216,40	214,00	213,50	211,50	210,50	207,60	206,60
	2 ^e A	271,10	263,70	262,30	256,30	253,40	244,50	241,60
	3 ^e A	221,80	219,40	218,90	216,90	215,90	213,00	212,00
	4 ^e A	276,60	269,20	267,80	261,80	258,90	250,00	247,10
	5 ^e A	227,30	224,90	224,40	222,40	221,40	218,50	217,50
	6 ^e A	282,00	274,60	273,20	267,20	264,30	255,40	252,50
D 7	1 ^{er} B	232,70	230,30	229,80	227,80	226,80	223,90	222,90
	2 ^e B	287,50	280,10	278,70	272,70	269,80	260,90	258,00
	3 ^e B	238,20	235,80	235,30	233,30	232,30	229,40	228,40
	4 ^e B	293,00	285,60	284,20	278,20	275,30	266,40	263,50
	5 ^e B	243,70	241,30	240,80	238,80	237,80	234,90	233,90
	6 ^e B							
	7 ^e B							
D 8	NC A	312,90	305,50	304,10	298,10	295,20	286,30	283,40
	1 ^{er} A	263,60	261,20	260,70	258,70	257,70	254,80	253,80
	2 ^e A	318,30	310,90	309,50	303,50	300,60	291,70	288,80
	3 ^e A	269,00	266,60	266,10	264,10	263,10	260,20	259,20
	4 ^e A	323,70	316,30	314,90	308,90	306,00	297,10	294,20
	5 ^e A	274,40	272,00	271,50	269,50	268,50	265,60	264,60
	6 ^e A	331,30	323,90	322,50	316,50	313,60	304,70	301,80
D 9	1 ^{er} B	282,00	279,60	279,10	277,10	276,10	273,20	272,20
	2 ^e B	339,50	332,10	330,70	324,70	321,80	312,90	310,00
	3 ^e B	290,20	287,80	287,30	285,30	284,30	281,40	280,40
	4 ^e B	347,60	340,20	338,80	332,80	329,90	321,00	318,10
	5 ^e B	298,30	295,90	295,40	293,40	292,40	289,50	288,50
	6 ^e B							
	7 ^e B							

CROZATIER MEUBLES

LA MAISON DU CHEMINOT depuis 1904

vous accorde des remises progressives
allant jusqu'à

20 %

Visitez librement
CROZATIER MEUBLES le Magasin de Meubles le plus Moderne du Monde

1^{er} étage
LE CONTEMPORAIN
LES MARQUES
D'AUJOURD'HUI
MOBILIER MODERNE
COLLECTION DE SEJOURS
EN TÊTE

2^e étage
ARMOIRE
DE RANGEMENT
LE HOME RUSTIQUE
SALONS - SIÈGES
LUMINAIRES

3^e étage
SEJOURS
CHAMBRES
ACAJOU - FRÈNE
SIÈGES
SALONS
STUDIOS

4^e étage
PLAN CONFORT
"CROZATIER"
MOBILIER
POLYESTER
APPARTEMENT

5^e étage
MOBILIER
DECORATION
REGENCY
MERISIER
STYLE

6^e étage
LITERIE
BANQUETTE-LIT
GAIN DE PLACE
TRANSFORMABLE

REZ-DE-CHAUSSEE
CUISINE
MODERNE
ELEMENTS MODERNES
SALONS
SIÈGES
D'AUJOURD'HUI

MAGNIFIQUE CHAMBRE
4 portes, ACAJOU
VERNI POLYESTER
Prix..... **1.450 NF**

N° 102 - SALLE DE SEJOUR MODERNE, acajou et sycamore, bois de placage traité ébénisterie - BANQUETTE 200 x 100 x 42, 4 portes en sycamore verni POLYESTER, dessus marqueterie, TABLE 140 x 90, 2 salons en bout, dessus marqueterie, 4 CHAISES hêtre teinté acajou, siège garni de Sobral décoration (tweed ou similair), CANAPE-LIT moderne les 6 pièces **1.300 NF**
2 places pour couchage de 120 recouvert de Sobral TWEED toutes finesses (sans matelas) **307,40 NF**

N° 103 - ENSEMBLE DE SALON MODERNE - BANQUETTE-LIT, 2 pers. couchage de 120, 2 fauteuils à ressorts, housse fixe en tissu moderne bleu, rouge, vert ou gris, encadrement 2 m. 15 de large, prof. 1 m. **574,95 NF**
2 FAUTEUILS assortis, sièges en mousse de latex, dossier et manchette en mousse de polyuréthane, tissu moderne bleu, rouge, vert ou gris. l'un : 215 NF - les 2 **430,00 NF**
le salon complet **1.004,95 NF**

N° 104 - de notre catalogue CHAMBRE MODERNE ACAJOU VERNI POLYESTER bois de placage traité ébénisterie. ARMOIRE en 200x175x55, 4 portes, glace appliquée 1/2 lingerie, 1/2 penderie. LIT DE MILIEU en 150 (pour literie de 140) av. chevet attendants. Les 2 pièces..... **1.450 NF**

N° 101 - CHAMBRE MODERNE acajou et sycamore, bois de placage traité ébénisterie. ARMOIRE 200 x 180 x 58, 4 portes sycamore verni POLYESTER, sup. int. 1/2 lingerie, 1/2 penderie. LIT DE MILIEU en 150 (pour literie 140), TABLE DE CHE

Applicable à partir du
1^{er} FÉVRIER 1961
EN BRUT

BAREMES DES SALAIRES

1. - PERSONNEL A SERVICE CONTINU AGÉ DE 18 ANS RÉVOLUS AU MOINS

ÉCHELLE	ÉCHELON	TOTAL : Traitement + Part de Productivité + Indemnité de Résidence en fonction du pourcentage de la majoration résidentielle + Indem. spéc. dégressive							PRIME de logement
		25 %	22,5 %	22 %	20 %	19 %	16 %	15 %	
		NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF	
1	essai	343,50	336,10	334,70	328,70	325,80	316,90	314,00	
	1 ^{er}	350,40	342,90	341,40	335,30	332,30	323,30	320,20	
	2 ^e	357,20	349,50	348,00	341,80	338,70	329,50	326,40	
	3 ^e	364,10	356,30	354,70	348,40	345,30	335,90	332,80	
	4 ^e	370,90	362,90	361,30	354,90	351,70	342,20	339,00	
	5 ^e	377,80	369,70	368,00	361,50	358,30	348,50	345,30	
	6 ^e	384,70	376,40	374,80	368,10	364,80	354,90	351,60	
	7 ^e	391,30	382,90	381,20	374,50	371,20	361,10	357,70	
	8 ^e	400,20	391,60	389,90	383,10	379,60	369,30	365,90	
	9 ^e	409,00	400,20	398,50	391,50	388,00	377,50	374,00	
2	essai	385,20	376,90	375,20	368,60	365,30	355,30	352,00	
	1 ^{er}	388,70	380,30	378,70	372,00	368,60	358,60	355,20	
	2 ^e	394,80	386,30	384,60	377,80	374,40	364,20	360,80	
	3 ^e	400,80	392,20	390,50	383,60	380,20	369,80	366,40	
	4 ^e	405,70	397,00	395,30	388,30	384,80	374,40	370,90	
	5 ^e	410,80	402,00	400,20	393,20	389,70	379,10	375,60	
	6 ^e	417,10	408,10	406,30	399,20	395,60	384,90	381,30	
	7 ^e	423,80	414,70	412,90	405,60	402,00	391,10	387,50	
	8 ^e	435,30	426,00	424,10	416,70	412,90	401,70	398,00	
	9 ^e	444,40	434,80	432,90	425,30	421,50	410,10	406,30	
3	essai	395,50	387,00	385,30	378,50	375,10	365,00	361,60	14,10
	1 ^{er}	401,70	393,10	391,40	384,50	381,10	370,80	367,30	14,50
	2 ^e	408,10	399,40	397,60	390,60	387,10	376,60	373,10	16,80
	3 ^e	414,40	405,50	403,70	396,60	393,10	382,40	378,90	17,30
	4 ^e	421,10	412,10	410,30	403,10	399,50	388,60	385,00	19,20
	5 ^e	430,50	421,20	419,40	412,00	408,30	397,20	393,60	19,20
	6 ^e	437,10	427,70	425,80	418,30	414,60	403,40	399,60	19,20
	7 ^e	443,70	434,20	432,30	424,70	420,90	409,50	405,70	19,20
	8 ^e	455,20	445,50	443,50	435,70	431,80	420,10	416,20	19,70
	9 ^e	464,50	454,60	452,60	444,60	440,60	428,70	424,70	20,10
4	essai	411,70	402,90	401,10	394,00	390,50	379,90	376,40	
	1 ^{er}	418,40	409,50	407,70	400,50	396,90	386,20	382,60	
	2 ^e	427,80	418,60	416,80	409,40	405,80	394,80	391,10	
	3 ^e	434,40	425,10	423,20	415,80	412,10	400,90	397,20	
	4 ^e	443,70	434,20	432,30	424,70	420,90	409,50	405,70	
	5 ^e	450,20	440,60	438,60	430,90	427,10	415,50	411,60	
	6 ^e	459,30	449,40	447,50	439,60	435,60	423,80	419,90	
	7 ^e	466,80	456,80	454,80	446,80	442,80	430,80	426,80	
	8 ^e	479,90	469,60	467,60	459,30	455,20	442,90	438,80	
	9 ^e	490,50	480,00	477,90	469,50	465,30	452,60	448,40	
5	essai	433,90	424,60	422,70	415,30	411,60	400,40	396,70	25,00
	1 ^{er}	443,20	433,70	431,80	424,20	420,40	409,00	405,20	25,10
	2 ^e	449,90	440,20	438,30	430,60	426,70	415,10	411,30	27,60
	3 ^e	459,30	449,40	447,50	439,60	435,60	423,80	419,90	27,60
	4 ^e	466,80	456,80	454,80	446,80	442,80	430,80	426,80	28,50
	5 ^e	477,40	467,10	465,10	456,90	452,80	440,50	436,40	28,50
	6 ^e	485,40	474,90	472,90	464,50	460,40	447,90	443,70	30,30
	7 ^e	495,90	485,30	483,20	474,70	470,40	457,60	453,40	30,30
	8 ^e	508,90	498,00	495,80	487,10	482,70	469,60	465,30	30,30
	9 ^e	521,90	510,70	508,50	499,50	495,00	481,60	477,10	31,10
6	essai	464,50	454,60	452,60	444,60	440,60	428,70	424,70	26,00
	1 ^{er}	474,50	464,30	462,30	454,10	450,00	437,80	433,80	26,40
	2 ^e	485,10	474,60	472,60	464,20	460,10	447,60	443,40	26,40
	3 ^e	493,10	482,50	480,40	471,90	467,70	455,00	450,80	28,40
	4 ^e	503,80	492,90	490,80	482,10	477,80	464,90	460,50	28,40
	5 ^e	514,30	503,20	501,00	492,20	487,80	474,60	470,20	28,70
	6 ^e	524,70	513,50	511,20	502,20	497,70	484,20	479,70	29,00
	7 ^e	532,50	521,10	518,80	509,60	505,10	491,40	486,80	33,90
	8 ^e	546,20	534,50	532,10	522,80	518,10	504,00	499,40	34,10
	9 ^e	562,30	550,20	547,80	538,20	533,30	518,90	514,00	34,60
7	essai	498,20	487,50	485,40	476,80	472,50	459,70	455,40	32,40
	1 ^{er}	509,00	498,10	495,90	487,10	482,80	469,70	465,30	32,40
	2 ^e	519,40	508,30	506,00	497,10	492,70	479,30	474,80	32,70
	3 ^e	529,90	518,50	516,20	507,10	502,60	488,90	484,40	35,10
	4 ^e	540,40	528,80	526,50	517,20	512,60	498,70	494,00	35,70
	5 ^e	551,30	539,50	537,10	527,70	523,00	508,80	504,00	36,10
	6 ^e	562,30	550,20	547,80	538,20	533,30	518,90	514,00	36,50
	7 ^e	576,50	564,20	561,70	551,80	546,90	532,00	527,10	36,70
	8 ^e	590,60	578,00	575,40	565,30	560,20	545,00	540,00	39,00
	9 ^e	607,10	594,10	591,50	581,00	575,80	560,20	555,00	39,30
8	essai	540,20	528,60	526,30	517,00	512,40	498,50	493,80	33,00
	1 ^{er}	550,80	539,00	536,60	527,10	522,40	508,20	503,50	33,80
	2 ^e	561,80	549,80	547,40	537,70	532,90	518,40	513,60	36,20
	3 ^e	575,50	563,10	560,60	550,80	545,80	531,00	526,10	36,20
	4 ^e	586,80	574,20	571,60	561,60	556,50	541,40	536,40	36,80
	5 ^e	598,20	585,40	582,80	572,50	567,40	552,00	546,90	37,20
	6 ^e	609,80	596,70	594,10	583,60	578,40	562,70	557,50	39,30
	7 ^e	624,30	610,90	608,20	597,50	592,10	576,10	570,70	39,90
	8 ^e	641,10	627,30	624,60	613,60	608,10	591,60	586,10	42,20
	9 ^e	658,10	644,00	641,20	629,90	624,30	607,30	601,70	42,60
8 bis	essai	548,00	536,30	533,90	524,50	519,80	505,70	501,00	
	1 ^{er}	558,60	546,60	544,20	534,60	529,80	515,40	510,60	
	2 ^e	572,20	559,90	557,50	547,60	542,70	528,00	523,10	
	3 ^e	583,10	570,60	568,10	558,10	553,10	538,10	533,10	
	4 ^e	594,60	581,80	579,30	569,10	564,00	548,60	543,50	
	5 ^e	606,10	593,10	590,50	580,10	574,90	559,30	554,10	
	6 ^e	620,10	606,80	604,20	593,50	588,20	572,20	566,90	
	7 ^e	631,90	618,40	615,70	604,80	599,40	583,10	577,70	
	8 ^e	649,00	635,10	632,30	621,20	615,60	598,90	593,30	
	9 ^e	666,00	651,70	648,80	637,40	631,70	614,50	608,80	
9	essai	583,10	570,60	568,10	558,10	553,10	538,10	533,10	
	1 ^{er}	594,60	581,80	579,30	569,10	564,00	548,60	543,50	
	2 ^e	608,70	595,60	593,00	582,60	577,30	561,70	556,40	
	3 ^e	620,30	606,90	604,30	593,60	588,30	572,40	567,00	
	4 ^e	634,60	621,00	618,30	607,40	602,00	585,60	580,20	
	5 ^e	646,30	632,50	629,70	618,60	613,10	596,40	590,90	
	6 ^e	660,80	646,70	643,80	632,50	626,80	609,80	604,10	
	7 ^e	675,80	661,30	658,40	646,80	641,00	623,70	617,90	
	8 ^e	696,10	681,10	678,10	666,20	660,20	642,30	636,40	
	9 ^e	713,40	698,10	695,00	682,80	676,70	658,30	652,20	
9 bis	essai	593,50	580,80	578,20	568,00	562,90	547,60	542,50	40,40
	1 ^{er}	607,60	594,60	592,00	581,50	576,30	560,70	555,50	40,60
	2 ^e	619,10	605,80	603,10	592,50	587,20	571,20	565,90	43,00
	3 ^e	633,20	619,60	616,90	606,00	600,60	584,30	578,80	43,20
	4 ^e	644,90	631,00	628,20	617,20	611,60	595,00	589,50	45,70
	5 ^e	659,40	645,20	642,40	631,10	625,40	608,40	602,80	45,70
	6 ^e	671,10	656,70	653,80	642,30	636,50	619,20	613,50	46,50
	7 ^e	686,10	671,30	668,40	656,60	650,70	633,10	627,20	46,90
	8 ^e	703,60	688,50	685,50	673,40	667,40	649,30	643,30	49,30
	9 ^e	723,70	708,20	705,10	692,70	686,50	667,80	661,60	49,70

Le Cheminot de France

NUMERO SPECIAL — MARS 1961 — 0,25 NF — HORS SERIE



VOTEZ !

la CFTC
vous dit:

Pourquoi ?
Pourquoi ?
Comment ?

Le Combat de la C.F.T.C.

Que veulent les sédentaires du M.T.

TOUTES nos démarches et demandes en faveur des ouvriers ont été jusqu'à présent refoulées par les autorités S.N.C.F. En effet depuis Juillet 1959, date à laquelle notre Fédération a demandé que soient discutées en commission du Statut les conséquences sociales de la modernisation, la Direction du Personnel ainsi que la Direction M.T. répondent invariablement que ces problèmes sont du ressort de la commission du statut.

Reconnaissons que ces réponses sont fondées, tout au moins partiellement, mais compte-tenu de l'attitude de certaines organisations syndicales au sein de la commission du statut, et en particulier au cours de l'année 1960, la S.N.C.F. joue sur du velours en reportant la discussion dans ce cadre.

Il n'est pas inutile de revenir sur les événements de Mai 1960 pour indiquer que nous devons regretter vivement que le projet dit des 14 échelles ait été repoussé par la C.G.T. et F.O. Car ce projet qui n'était pas parfait bien sûr, présentait des aspects positifs, notamment pour la filière ouvrier qui aurait pu bénéficier d'un nouveau classement des grades sur les nouvelles échelles.

Pour en être bien convaincu il suffit de regarder les résultats obtenus par toutes les organisations syndicales d'E.G.F., profession comparable à la nôtre. Les accords réalisés ont permis de classer les agents de fonctions différentes, mais de valeur et de qualification équivalente sur des échelles identiques dans une grille comportant 14 échelles. Ce classement fut facilité par l'absence des primes de travail qui n'existent pas à E.G.F.

Qui peut prétendre que ce qui est fait en cette matière à E.G.F. n'est pas réalisable à la S.N.C.F.

Nous disons qu'il n'y a pas de difficultés, note tableau sur lequel figurent les échelles actuelles (exceptées 8 bis et 9 bis) permet facilement un classement sur 14 échelles à partir des comparaisons établies, de même qu'il serait facile également de tenir compte de la suppression des primes de travail et de leur incorporation dans le traitement.

En fait si nous avions l'application des dispositions E.G.F., il n'y aurait pour ainsi dire plus de problème pour notre filière ouvrier.

Nous regrettons amèrement que les responsables C.G.T. n'ont pas voulu accepter ces principes que Marcel PAUL, Secrétaire Général de la Fédération C.G.T. d'E.G.F., a défendu et obtenu avec les responsables C.F.T.C. dans l'unité la plus complète.

Voici quelques exemples des résultats d'E.G.F. qui démontrent bien la parité établie entre différentes fonctions.

Echelles 3 et 4 : Manoeuvres spécialisées — Employés aux écritures (copistes).

- 5 et 6 : Ouvriers ordinaires — Employés ordinaires.
- 7 et 8 : Ouvriers qualifiés — Employés qualifiés.
- 9 et 10 : Chefs ouvriers — Maîtres ouvriers — Employés principaux.
- 11 et 12 : Chefs d'équipe d'ouvriers qualifiés — Chefs de Groupe.

HERNIO et ses équipiers soutenus par F.O. s'est opposé à ce qu'il en soit de même à la S.N.C.F.

Malgré ces difficultés passagères, nous restons confiants dans un avenir meilleur, et sommes certains d'une victoire proche, car nous sommes convaincus que les responsables C.G.T. et F.O. qui ont pris une position purement électorale, sur le dos des cheminots d'ailleurs, abandonneront après le 15 Mars cette attitude en adoptant celle de Marcel PAUL, c'est-à-dire accepteront de défendre loyalement les cheminots et en particulier les gars de la filière ouvrier.

Jean CHAPLAIS.

NOS PROPOSITIONS

Nous rappelons ci-dessous le résultat de nos études que nous avons présenté et discuté avec les Directions S.N.C.F. en 1958.

TABLEAU

Echelles	1er groupe : Personnel sans qualification professionnelle.
1	P. M. préposé aux travaux manuels
2	M.V. Manoeuvre
3	M.V.P. Manoeuvre principal
4	O.S.P. Ouvrier spécialisé
	2ème groupe : Personnel ayant une qualification professionnelle.
5	(OPFLSTG) Ouvrier professionnel stagiaire (CBRMV) Chef de brigade de manoeuvre
6	(OPFL) Ouvrier professionnel (CBRMVP) Chef de Brigade de manoeuvre principal.
7	(SUD) Surveillant de dépôt (VG) Visiteur de gare (MEO) Maître ouvrier (OPFLK) Ouvrier professionnel qualifié
8	(VGP) Visiteur de gare principal (E) Electricien.
	3ème groupe : Personnel de petite maîtrise.
9	(CBRO) Chef de Brigade d'ouvriers (CV) Chef visiteur (CE) Chef electricien (CSTE4) Chef de station électrique de 4ème.
10	(CBROP) Chef de Brigade d'ouvriers principal (CVP) Chef visiteur principal (CEP) Chef electricien principal (CSTE3) Chef de station de 3ème (CMMV) Contremaître (ATTGRV) Attaché groupe V.

POURQUOI CES PROPOSITIONS?

Pour établir le tableau ci-dessus nous nous sommes basés sur les critères suivants :

1) Qualification professionnelle correspondant aux travaux à effectuer.

2) Unification sur les échelles de grades de qualification comparable dans d'autres filières ou services.

3) Avancement en cours de carrière basé sur des principes existants.

4) Appellation unifiée de certains grades.

Partant de ces idées générales, nous sommes amenés à considérer 3 catégories ou groupes d'échelles correspondant à une certaine qualification.

Le 1er groupe d'échelles de 1 à 4 correspond aux M. V. et O.S.P. y compris les O. P.F.L. 2 catégorie B.

Le 2ème groupe d'échelles de 5 à 8 comprenant tous les professionnels y compris les grades MV. Comme certains grades dans d'autres filières, l'entrée dans ce groupe se ferait à l'aide d'un essai professionnel ne donnant lieu qu'à une seule notation permettant d'accéder au grade de OPFL stagiaire à l'échelle 5 pour un délai moyen de 2 ans après lequel il serait placé sur l'échelle 6 avec le grade d'OPFL. Les candidats refusés à l'essai professionnel seraient classés OSP ou MV suivant les formules existantes, l'échelle 8 pour les OPFL K et assimilés serait acquise comme présentement.

Pour régler dans l'immédiat le problème des OPFL2 catégorie A et ELE, nous demandons de leur faire subir un essai professionnel afin de les classer dans l'un ou l'autre groupe cités ci-dessus. Etant entendu que, comme actuellement les agents placés dans le 1er groupe pourraient se présenter aux sessions d'essais professionnels.

D'autre part nous maintenons notre demande d'assimilation aux grades de CBRO des VAT et VMC.

Le 3ème groupe d'échelles de 9 à 10 comprenant tous les grades de la petite maîtrise acquis par examen.

Il est bien évident que les propositions ci-dessus seront valables dans la mesure où les effectifs seront définis par échelle ou groupe d'échelles, c'est pourquoi nous avons demandé que dès maintenant les pourcentages suivants soient appliqués pour les grades et échelles existants actuellement.

MV :	20 %
OSP :	40 %
OPFL (B) :	40 %
SCBRMV :	20 %
CBRMV2 :	40 %
CBRMV1 :	40 %

Augmenter le nombre de CMMV.

OPFL2 (A) et ELE Nomination à l'échelle 5 à l'âge de 50 ans avant suppression de grade.

OPFL1 :	40 %
MEO :	60 %
E2: (av. sup. du grade) :	20 %
E1 :	80 %
VG :	40 %
VGP :	60 %
CBRO-CV :	40 %
CBROP-CVP :	60 %

D'autre part augmentation du nombre total des OPFLK-VAT-CBRO-CV et création de spécialités nouvelles. Tout agent ayant subi avec succès un essai professionnel ou examen devrait être placé sur l'échelle correspondante dans un délai maximum de 5 ans.



Bilan positif de l'action C.F.T.C. pour les agents de conduite

Amélioration de la sécurité de l'emploi

ACTION C.F.T.C.

Etude des situations des agents de conduite en SUISSE-ALLEMAGNE-LUXEMBOURG, ce qui a abouti le 3 mars 1953 à la publication de la lettre PH 41.

Pendant les deux années 1959 à 1961 nous avons obtenu une amélioration de ce texte.

Ainsi nous avons maintenant les 3/4 de la valeur moyenne théorique considérée comme accessoire du traitement au lieu des 2/3.

— Lettre au Ministère du 17 novembre 1960.

Les agents des manœuvres obtiennent les mêmes avantages que les agents du service de route.

Le complément rémunérateur est donné à partir de 3 ans au lieu de 5 ans.

C'EST POSITIF! notre position: poursuivre l'action pour que le complément rémunérateur soit payé en totalité au bout de 10 ans.

Prime minimum journalière pendant la maladie

FIN d'une injustice.
LES ROULANTS malades ont une garantie.

Prime de traction

Relativité engins vapeur et modernes 69 %.

En 1959 la relativité était de 63 %.
Depuis 1954 les primes par 1.000 kilomètres rapides ont évoluées comme suit:

	Vapeur	1334	Electrique	667
1954	Vapeur	1334	Electrique	667
1961	Vapeur	2220	ELECTRIQUE	THERMIQUE 1461

Prime de fin d'année

	T1 6ème échelon
1960	45.000 fr
1958	33.300 fr

11.700 fr d'augmentation

	T2 5ème échelon
1960	52.200 fr
1958	38.600 fr

13.600 fr d'augmentation

	T3 5ème échelon
1960	59.400 fr
1958	44.200 fr

15.200 fr d'augmentation

	T4 7ème échelon
1960	72.700 fr
1958	54.000 fr

18.700 fr d'augmentation



La modernisation de la S.N.C.F. ne s'arrêtera jamais, mais nous devons arrêter ses méfaits dans la filière roulant.

L'action de la C.F.T.C. a procuré un tremplin pour l'action des roulants. En effet à la Commission Mixte du Statut, la S.N.C.F. a reconnu, sur questions posées par la C.F.T.C. que la modernisation devait :

ALLÉGER LA PEINE DES HOMMES : DONC BASE D'ACTION POUR

a) HUMANISATION DES ROULEMENTS :

- Suppression des coupures — Dans l'immédiat, que toute coupure inférieure à 3 heures située entre 21 h 00 et 6 h 00 soit comptée plein travail.
- Repos périodiques placés entre 18 h 00 et 8 h 00.
- Parcours en voiture décomptés plein travail.

b) RETOUR AUX 40 HEURES.

Nous ne voulons pas être dupes comme nos camarades en 1936, qui ont accepté les 6 h 40. Nous voulons deux repos accolés.

LA S.N.C.F. A DU RECONNAITRE QUE LA MODERNISATION NE DEVAIT PAS ENTRAÎNER DE PERTE DE SALAIRES, DONC BASE D'ACTION POUR

- 1°) Aligner les taux de primes traction des engins modernes sur le taux vapeur avec primes supplémentaires pour agents vapeur.
- 2°) Prime minimum garantie en fonction du grade.

La C.G.T. demande (Comité Mixte Central MT du 25. 12. 60) que la prime d'économie devienne la prime garantie, c'est-à-dire 7.000 Frs environ pour un MECRU. Ce n'est pas sérieux, la C.F.T.C. veut que soient garantis à chaque agent les 3/4 de la prime totale soit environ 15.000 pour un MECRU, le reste étant variable suivant les parcours.

Salaires

LE PROGRAMME accepté par la C.F.T.C. DONNE A PARIS

ECHELLES	12/59 avant programme	2/61 avant-dernière étape Indice 0	en +
T1 6ème échelon	43.280	46.680	3.400
T2 5ème échelon	49.880	54.040	4.160
T3 4ème échelon	53.900	58.680	4.780
T4 7ème échelon	69.120	74.450	5.330

Les chiffres parlent... C'est positif.

Allocations des dinars et fêtes

65 francs par heure de travail effectif.

Le système doit s'améliorer, nous réclamons pour les roulants cette allocation pendant: la réserve, les coupures

hors résidence, les repos hors-résidence, les parcours en voiture, etc.

Déplacements

Augmentation de 11 % avec rappel du 1. 5. 1960.

LETTRE DE LA FEDERATION le 1. 10. 1960 au Directeur S.N.C.F. REF.: 1097 - 67-1.

UN PROGRAMME SOLIDE POUR DEMAIN

3°) Garantie d'un déroulement de carrière normal.

La modernisation empêche l'avancement, la S.N.C.F. se refusant à faire des nominations en surnombre. Des camarades attendent leur grade depuis plus de 10 ans. Les faisant-fonctions travaillent au rabais. Pour arrêter cela, la C.F.T.C. réclame :

POUR LES FAISANT-FONCTIONS :

Une prime qui compense la différence de traitement avec l'agent remplacé, pour chaque journée passée à la route.

L'AVANCEMENT DES ROULANTS :

Que le retard à l'avancement consécutif à la modernisation soit compensé en argent par la valeur d'une échelle aux agents de route et faisant-fonctions reconnus aptes au grade supérieur. Maintien des deux agents traction sur la machine.

PAR AILLEURS, LA C.F.T.C. RECLAME :

La prime de congé calculée sur 12 mois (on attend l'accord de la C.G.T.).

Alignement du nombre de congés des agents d'exécution sur les congés des « cadres ».

Limitation des retenues à 3/12 sur la P.F.A.

— Bonification des cinq années pour le calcul de la retraite.

— Extension à toutes les régions des marches-horaires fournies par le dépôt et du bulletin des limitations temporaires de vitesse.

— Mise à jour des règlements par la S.N.C.F.

— Augmentation générale des allo-

cations de déplacements et dans l'immédiat, revalorisation des huit premières heures.

— Suppression des retenues sur primes.

— Primes horaires de nuit calculées sur la base d'un taux horaire unique de 21 h 00 à 6 h 00.

AUTORISES LA ROUTE

JEUNES : FINI LE FACTEUR BINETTE et le TRAVAIL AU RABAIS.

LA C.F.T.C. DEMANDE :

1°) Que l'ordre et le classement des stages soient respectés pour l'établissement des tableaux d'aptitude.

VOILA DES CRITERES VALABLES.

2°) Que l'effectif autorisé minimum de chaque dépôt soit respecté.

3°) Que la formation des agents en vue de leur accès à la conduite soit prise en charge totalement par la S.N.C.F.

4°) Que le maintien des connaissances professionnelles soit au moins de 6 jours tous les 60 jours.

CAMARADE ROULANT!

SOUTIENS LA C.F.T.C. dans son action catégorielle et générale !

Il n'y a plus d'organisation strictement catégorielle chez les cheminots

La F. G. A. C. C. est affiliée à la Confédération Autonome du Travail.

Depuis son dernier congrès, elle aussi estime de son devoir de se préoccuper des questions « EXTRA PROFESSIONNELLES » (Congrès Fédéral de décembre 1960).

CAMARADE ROULANT, ne soit pas en retard de dix ans sur l'événement.

SOIS DE TON EPOQUE, VOTE C. F. T. C. avec ceux qui sont chaque année plus nombreux à lui faire confiance !

Non à la Démagogie Vote sérieux

Le 15 mars vote CFTC

POUR LES REVENDICATIONS CATEGORIELLES

Oui! faites comme eux:



Jean ANTRY - Mécanographe principal de 2ème classe à la Comptabilité Contrôle des Recettes - 35 ans - Délégué sortant Catégorie 62 - Tête de liste au Comité Mixte - Service Direction Générale.

Pourquoi à la C.F.T.C. ? C'est l'organisation qui lutte pour la libération totale des travailleurs au sein d'une société humaine et fraternelle et s'emploie à adapter le mouvement ouvrier aux transformations économiques et sociales. Pour s'en convaincre il suffit de se reporter à son programme économique, pour une planification démocratique.

— Pourquoi délégué ? D'une part, il y a un patrimoine de plus en plus difficile à défendre et pour moi l'enjeu exige non pas seulement l'adhésion, mais l'engagement. D'autre part, croire à un idéal, vouloir le défendre, demande avant tout de se soustraire aux désirs personnels pour se soucier d'abord à ceux d'autrui.

Ce sont des jeunes! ils vous disent

Pourquoi ils sont à la CFTC

Pourquoi ils sont candidats

Armand DENOVAL - Maître-Ouvrier à Conflans Jarny - 29 ans - Candidat Catégorie 25.

Parce qu'elle répond à ma conception de l'homme, du travailleur, tout en garantissant le respect, la dignité et la liberté de l'individu j'ai adhéré à la C.F.T.C. Je ne suis pas, d'autre part, insensible au fait que la C.F.T.C. ne soit pas sous la tutelle d'un parti politique.

Bon nombre de camarades pensent comme moi. Il faut donc des gars, conscients de leurs responsabilités pour expliquer, défendre les causes qui leur semblent justes. Aussi je suis candidat aux élections, j'espère ainsi apporter mes connaissances, ma contribution à défendre les copains qui se laissent trop souvent influencer par des idées toutes faites, voir utopiques.



Michel RODIER - Homme d'équipe à Nîmes - 26 ans - Tête de liste - Catégorie 1.

La C.F.T.C. correspond à mes opinions et ne m'a pas déçu, au contraire, je m'y suis senti chez moi, en famille, avec un sentiment de liberté et d'indépendance qui m'est très précieux.

Je suis venu à Bierville et me présentant aux élections je pense faire du bon travail pour les copains, car j'y ai appris beaucoup de choses sur la vie syndicale et l'histoire du Mouvement Ouvrier.



OUI ILS ONT RAISON!

La C. F. T. C. c'est le syndicalisme moderne le syndicalisme de demain dans une entreprise comme la S. N. C. F. qui se transforme.

La C. F. T. C. c'est l'organisation qui sort des sentiers battus pour lutter courageusement mais sans démagogie avec tenacité sans jouer « les tout ou rien » pour la satisfaction de revendications des cheminots.

OUI ILS ONT RAISON!

La C. F. T. C. mène le combat avec un programme qui n'est pas une fin, mais au contraire une étape vers la libération des travailleurs, vers une promotion ouvrière totale.

La C. F. T. C. combat pour l'homme qui doit être libre de diriger sa vie. Libérer le travailleur c'est l'associer à la vie et à la direction de l'entreprise, c'est condamner le « paternalisme » d'un capitalisme exploiteur ou la « servitude » d'un communisme totalitaire. Réaliser la promotion ouvrière c'est donner à la classe ouvrière de ce pays la place à laquelle elle a droit, et qu'elle ne peut obtenir que dans une réelle démocratie.

OUI ILS ONT RAISON!

La C. F. T. C. s'oppose comme par le passé à ce qu'il soit porté atteinte aux droits acquis et particulièrement au régime de retraite et à la caisse de prévoyance qui sont le fruit des luttes passées. La C. F. T. C. demande avec l'ensemble des travailleurs une augmentation réelle des prestations familiales et non des aumônes ridicules et en particulier la 2e étape du relèvement des parts S. N. C. F.

La C. F. T. C. veut aboutir au libre choix intégral du Médecin et au remboursement effectif à 80% des honoraires médicaux pour les familles d'agents.

OUI ILS ONT RAISON!

La C. F. T. C. a un programme revendicatif qui, comme par le passé, est payant pour les cheminots et va dans le sens de leurs intérêts.

POUR LES SALAIRES :

— Augmentation du salaire de base de 920 Frs auxquels s'ajoute la majoration résidentielle (répercussion de l'augmentation du SMIG).

— Mise à l'indice A de tous les cheminots au 1er janvier 1961.

c'est-à-dire octroi des 1,5% restant des 11% avec 5% supplémentaires (l'augmentation du salaire de base et la mise en indice A donne au minimum 9,5%).

- Amélioration des coefficients pour les moyennes échelles.
- Suppression des abattements de zone.

POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL :

Répercussion de la Modernisation au bénéfice des cheminots par

- Le retour aux 40 heures sans diminution de salaire (la C. F. T. C. a été d'ailleurs la seule Organisation Syndicale à s'opposer à l'aménagement de la loi de 40 heures en 1945).
- la garantie d'un déroulement normal de carrière,
- la satisfaction des revendications catégorielles.

Avec eux VOTEZ CFTC

Vous manifesterez aussi votre volonté de voir aboutir ces revendications qui sont les vôtres. Vous aiderez la C. F. T. C. à réaliser sur ces objectifs l'action commune de toutes les organisations syndicales de Cheminots.

Vous aiderez la C. F. T. C. à poursuivre les contacts avec toutes les Organisations Syndicales du Secteur Public en vue d'intensifier l'action commune.

Avec eux VOTEZ CFTC

Ce sont des camarades comme vous, qui connaissent vos problèmes et qui ont choisi le moyen de les résoudre en participant à la vie d'une organisation syndicale sérieuse, solide, dynamique, indépendante.

AVEC EUX donnez à la C. F. T. C. les moyens de poursuivre inlassablement son action pour l'amélioration du sort des cheminots.

Vivez avec votre temps
Soyez logiques

Votez sérieux

Votez C.F.T.C.

Jean CHOLET - Garde-barrières principal au P.N. 30 de Lardy - 29 ans - Candidat catégorie 20 et Comité Mixte

Si je suis à la C.F.T.C. c'est parce que ce syndicat m'est apparu comme le plus indépendant et qu'il est par son honnêteté et sa présence toujours à la tête de nos revendications.

J'ai bénéficié des cours de formation et je veux montrer en me présentant aux élections que la C.F.T.C. sait former des militants forts et désireux de faire de l'action, aussi bien, sinon mieux, que d'autres organisations.



Jacques VANBERVLIET - Employé à Hellemmes - 27 ans - Candidat Catégorie 62.

Je suis à la C.F.T.C. parce que c'est l'organisation qui répond le plus à mes convictions et à mes aspirations. C'est la seule organisation qui a le sens de la valeur et de la dignité de l'homme, et qui, quoique on en dise, est indépendante d'un parti politique.

Mais j'estime qu'être syndiqué ne suffit pas à un cheminot qui a pris conscience des problèmes du monde ouvrier. C'est la raison pour laquelle je me présente aux élections avec la perspective de partager les responsabilités et les charges de la vie syndicale participer activement à la défense de mes camarades employés.



VOTEZ

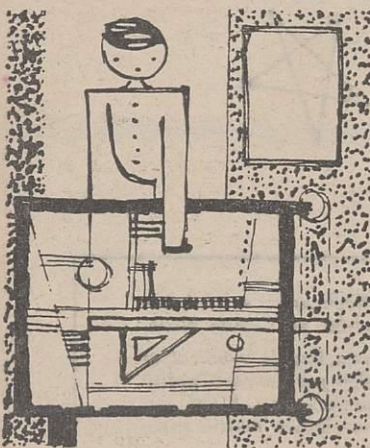
CFTC

Le Combat de la CFTC

Bilan de deux années d'action syndicale pour les agents des « services communs »

AU cours des deux années écoulées nous n'avons pas obtenu de satisfactions spectaculaires, mais nous avons quand même obtenu un certain nombre de satisfactions non négligeables qui sont les suivantes :

— CREATION DE QUELQUES



POSTES « agents d'études administratives » en arrondissement (notamment dans les services EX et MT).

— INSTITUTION D'UNE INDEMNITE de mécanographie s'ajoutant à la prime administrative pour les agents des CMIA (cette indemnité conduit à majorer en fait de 100 à 200% la prime administrative que touchent normalement les agents occupés dans les CMIA).

— CREATION D'UN GRADE DE CALQUEUR à l'échelle 9,

— MODIFICATION DES POURCENTAGES DE LA FILIERE DISTRIBUTION (diminution de 5 % du pourcentage correspondant au grade d'aide distributeur et augmentation de 5 % du pourcentage de CDRP).

Par ailleurs au cours DE L'AUDIENGE FEDERALE DE FIN DECEMBRE 1960, nous avons ENREGISTRE LES SATISFATIONS OU PERSPECTIVES SUIVANTES DE LA PART DE LA SNCF :

■ La SNCF est d'accord pour la prise en compte du nombre des agents isolés (employés de district) POUR LA DETERMINATION DU NOMBRE DE POSTES DE CHEFS DE GROUPE, sous-chefs de bureau et sous-chefs de bureau principaux.

■ La SNCF veut bien examiner avec la Direction du service technique M.T. LA POSSIBILITE DE CREER UN EXAMEN POUR L'ACCES AU GRADE DE SOUS-CHEF DE MAGASIN DISTINCT DE CELUI DE CHEF DE GROUPE et agent d'études administratives comme cela se fait au service V. B.

■ La SNCF reconnaît que le système actuel des pourcentages conduit à DES DISPARITES DANS L'AVANCEMENT MOYEN selon les circonscriptions. Elle veut bien examiner une formule permettant de remédier à cet état de fait.

■ Se refusant de relever LES PRIMES ADMINISTRATIVES au niveau de la prime moyenne EX et VB, la SNCF accepte néanmoins d'examiner la possibilité de MAJORER LE TAUX DES PRIMES PAYEES AUX AIDES-DISTRIBUTEURS ET AUX DISTRIBUTEURS.

■ La SNCF affirme qu'avant plusieurs années (deux ou trois) la mise en route de l'EEG sera sans réper-

cussion sur les effectifs « services communs ». Si cette prévision était infirmée, elle admet, en particulier pour les mécanographes que l'on serait dans l'obligation de reconverter par suite de suppression d'emploi, la possibilité de leur octroyer une rémunération compensatrice pour pallier la perte de primes qu'ils subiraient.

■ La SNCF enfin veut bien envisager la création d'une indemnité de mécanographie pour les agents d'établissement occupés sur machine à des travaux de perforation et de vérification.

Si nos simples revendications (garantie d'avancement et alignement de la prime administrative sur la prime moyenne EX et VB) n'ont pas progressées, encore que LA SNCF RECONNAISSE QUE NOTRE PROPOSITION D'UN POURCENTAGE DE NOMINATIONS ANNUELLES D'UN GRADE SUR L'AUTRE SUPPRIMERAIT LES DISPARITES D'AVANCEMENT D'UNE CIRCONSCRIPTION A L'AUTRE, LE BILAN DE L'ACTION SYNDICALE DE CES DEUX ANNEES N'EST PAS NEGATIF. POUR UNE TRES LARGE PART, C'EST ESSENTIELLEMENT A L'ACTION CFTC QU'IL EST DU.

Et nos camarades «conducteurs d'autos»

Ci-dessous copie de la lettre que la CFTC a adressé au Directeur du Personnel de la SNCF

PARIS, le 17 FEVRIER 1961

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'attirer votre bienveillante attention sur la situation de nos camarades conducteurs d'auto.

L'éventailage des grades dans la filière conduit à ce que l'avancement s'y trouve très minime et que de plus, compte tenu qu'il s'agit de toutes petites catégories de personnel, ce sont, en général, les conducteurs de voitures touristes qui occupent les échelles les plus élevées. Ceci crée d'énormes difficultés.

Il nous semble que la filière «conducteurs d'auto» pourrait être calquée sur la filière camionneur de la SCETA. Les différents grades des deux filières sont ventilés sur les échelles 4 à 7 mais la répartition est faite différemment selon qu'il s'agit des conducteurs d'auto ou des camionneurs.

A la SCETA le grade de CN2 échelle 4 est un grade de stagiaire et pour ainsi dire tous les camionneurs sont à l'échelle 5 avec le grade de CN1. Le grade de CNP2 à l'échelle 6 est en fait utilisé comme le grade de MEO et les camionneurs de la SCETA sont pratiquement à l'échelle 6 dès qu'ils atteignent l'âge de 47 à 48 ans. L'échelle 7 (grade de CNP1) est en fait attribué aux agents dès qu'ils sont à 2 ou 3 ans de leur retraite. En fait à la SCETA, sauf cas tout à fait exceptionnels, le camionneur recruté à l'échelle 4 est assuré de terminer sa carrière à l'échelle 7.

Il n'en est pas de même pour les conducteurs d'auto et il suffit que l'échelle 7 soit occupée par des jeunes pour qu'il n'y ait plus de possibilités d'avancement.

Nous vous demandons donc de bien vouloir admettre que nos conducteurs d'auto soient traités comme les camionneurs de la SCETA, c'est-à-dire :

— que le grade de CRAU 2 soit un grade de stagiaire, les CRAU 2 étant nommés CRAU 1 dans un délai moyen de 2 ans par exemple.

— que le grade de CRPAU soit accessible dans les mêmes conditions que le grade de MEO, c'est-à-dire accessible à l'aptitude mais garanti dès que les gens atteignent l'âge de 47/48 ans.

— que le grade de CCRAU soit enfin pratiquement accessible aux agents se trouvant à 2 ou 3 ans de leur retraite.

D'autre part, les agents de la SCETA bénéficient d'une prime de conduite qui est pratiquement l'équivalent de la prime des conducteurs d'auto, mais bénéficient aussi d'une prime dite de non accident. Nos conducteurs d'auto SNCF ne bénéficient d'aucune indemnité de la sorte, alors qu'ils ont exactement les mêmes sujétions que leurs collègues de la SCETA (accidents, infractions du code, etc.).

Nous vous demandons donc de bien vouloir envisager pour les conducteurs d'auto la création d'une prime de non accident.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur, en mes sentiments respectueux.

A. DEBANDE, Secrétaire Fédéral

La CFTC répond à la CGT

N° 247 Dr 33.03

Paris, le 17 février 1961

Camarade LAMARQUE

Secrétaire du Comité Technique National
« Bureaux-Magasins » CGT

Cher Camarade,

Nous t'accusons réception de tes lettres des 3 et 7 février 1961, nous transmettant une résolution adoptée par les camarades des Bureaux et Magasins de la Région Parisienne que vous avez réunis le 3. 2. 1961, et nous demandant de nous rencontrer pour discuter des moyens de faire aboutir les revendications incluses dans la résolution.

Tout d'abord, nous vous signalons que les problèmes de salaires, de droits acquis ou de 40 H. repris dans votre résolution, sont des problèmes sur lesquels nous portons toute notre attention, mais ce sont des problèmes généraux qui ne sont donc pas du ressort des commission techniques en tant que telles.

Il ne subsiste dans votre résolution que deux revendications spécifiques aux services communs :

- l'alignement de la prime administrative sur la prime moyenne EX,
- l'instauration de l'avancement automatique.

Sur le premier point nous sommes d'accord et vos responsables fédéraux qui, eux, n'ont rien dit sur ce point, ont pu vous rapporter que lors des discussions de mai c'est bien dans ce sens qu'allaient les propositions de la C. F. T. C. en matière de primes.

Sur le second point, nous constatons qu'après avoir réclamé l'avancement automatique, vous aviez accepté notre revendication de garantie d'avancement et que vous revenez à l'avancement automatique.

Vous nous avez accusés de démagogie lorsque nous avons demandé la création d'un grade d'EMP à l'échelle 11 comme cela existe à l'EGF, accessible aux anciens agents sans examen bien entendu. Nous pensons donc que notre proposition : garantie d'un pourcentage annuel de nominations d'un grade sur l'autre et création de grades de EMP et GAMG à l'échelle 11 est en fait moins démagogique que celle de l'avancement automatique et règle tous les problèmes de l'avancement dans les filières « Services Communs ». Nous nous en tenons à notre demande.

Les commissions techniques ont essentiellement pour rôle d'étudier, d'élaborer et de faire prendre en charge leurs revendications par leur fédération, en vue de les présenter et d'agir pour les faire aboutir. C'est en fait ce qui s'est toujours fait. Les Fédérations se réunissent d'ailleurs en ce moment sur un problème spécifique à la C.T. Exploitation l'indice L. C'est dans ce sens que nous continuerons et nous vous invitons instamment à faire de même, car nous pensons que c'est le moyen le plus efficace.

Reçois nos salutations syndicalistes.

Le Secrétaire de la C.T. Services Communs :
A. DEBANDE

Ce que veut la C.F.T.C. pour les administratifs

ECHOS DES MAGASINS

LE devoir d'un délégué du personnel de la catégorie 61 est de contacter le plus souvent possible ses mandants pour mieux connaître leurs desiderata.

Etant délégué du personnel c'est ce que j'ai fait et je voudrais vous livrer quelques conversations.

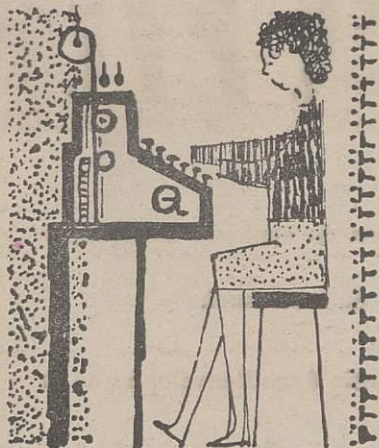
DANS UN MAGASIN DE LA REGION EST EN 1959

QUESTION : Que fais-tu en tant que délégué pour l'amélioration de nos pourcentages ?

REPONSE : Cette question n'est de la compétence, ni du Chef de la SRA, ni du Chef de Service, mais de la Direction générale. Or, à ce stade tu sais que le système électoral actuel ne donne pas de délégués à la CFTC bien qu'elle ait plus de 20 % des voix aux élections. C'est donc un problème dont j'entretiens le chef de la SRA à chaque occasion pour l'amener à admettre notre demande ce qui ne peut qu'en faciliter la satisfaction ; mais depuis 1953 notre Fédération en a saisi la direction du personnel SNCF à chaque audience consacrée aux problèmes des services communs.

QUESTION : Ce qu'il faut c'est un passage automatique de l'échelle 4 à l'échelle 5 dans le délai moyen de deux ans comme pour l'accession au grade d'employé.

REPONSE : C'est exactement notre revendication mais l'objection majeure que nous rencontrons de la part de la SNCF est que l'examen d'AIDR est loin, de donner les garanties du concours d'EMSTG. Pour cette raison, nous voulons arracher une diminution du pourcentage d'aidé distributeur.



QUESTION : L'examen de barrage nous bloque.

REPONSE : Tu sais que nous réclamons la suppression de l'examen de barrage. Pour cela nous préconisons deux choses : d'une part, l'augmentation du nombre des gens de la filière distribution pouvant se présenter à l'examen. Comment ? par l'augmentation du nombre des CD

RP et GAMG ; et par l'institution au MT d'un examen de SCMG distinct de l'examen de chef de groupe. Cela se fait à VB, il faut que cela se fasse à MT.

DANS UN MAGASIN DE LA REGION DU SUD-EST EN 1960

Toujours la même question : que fais-tu pour l'amélioration de l'avancement ? Même réponse en précisant les dates des dernières entrevues de la Fédération à ce sujet avec la Direction du personnel, la Direction du service technique MT et la Direction des IF.

QUESTION : As-tu une idée de la valeur des nouveaux pourcentages que nous pourrions avoir ?

REPONSE : Nous poussons la diminution du pourcentage de l'échelle 4 et l'accroissement en compensation du pourcentage des échelles 8 et 9, ce qui donnerait des nominations dans tous les grades exécutants. Il nous semble que la SNCF peut au moins faire une opération de 5 %.

DANS UN MAGASIN D'ALSACE

QUESTION : Les pourcentages sont calculés sur l'effectif réel mais nous sommes en déficit, le calcul sur l'effectif autorisé nous apporterait des nominations.

REPONSE : Nous demandons depuis la création des pourcentages que les calculs soient faits sur les effectifs réels, mais que l'on garantisse les résultats du calcul sur les effectifs autorisés. Ceci réglerait la question que tu me poses. Par ailleurs, je te rappelle que nous avons une revendication de garantie d'avancement consistant à garantir un pourcentage de nominations annuelles d'un grade sur l'autre.

QUESTION : D'accord pour un examen distinct pour l'accès à SCMG de l'examen de OGR, mais les vieux agents ne sont plus aptes à passer un examen.

REPONSE : C'est exact et c'est pour cela que nous demandons, tant que subsistera l'examen, que soit créé un grade de GAMG à l'échelle 11 accessible sans examen et réservé aux agents anciens.

CONCLUSION DANS UN MAGASIN DE LA MEDITERRANEE

REMARQUE : Nous sommes dans une filière pour laquelle on ne fait « rien ». On se désintéresse de nous, mon « pèvre ».

REPONSE : As-tu déjà écrit à ton délégué ou saisi ton syndicat ? Il ne faut pas attendre que tout tombe du ciel ; il faut que nous fassions chacun à notre stade le maximum d'efforts.

CAMARADES DE LA FILIERE DISTRIBUTION, POUR QUE VOS REVENDICATIONS ABOUTISSENT, FAITES CONFIANCE A LA CFTC ET VOTEZ POUR SES CANDIDATS.

François RANDONNET.

UN administratif rencontré au hasard d'une tournée nous a accosté d'une façon relativement violente et nous a dit avoir adhéré à l'amicale ou au syndicat autonome nouvellement créé, il ne savait pas très bien, parce que les syndicats traditionnels, et la CFTC en particulier, n'avait rien fait pour les administratifs.

Nous lui avons alors fait connaître qu'il ne fallait pas déduire que la non satisfaction de bon nombre de nos revendications était la démonstration que l'on ne faisait rien. Nous lui avons démontré que nos démarches ont été nombreuses et pressantes mais que la SNCF était de plus en plus braquée contre les administratifs. Ce ne peut être que par le renforcement des organisations syndicales que nous aurons plus de poids.

Il nous fait remarquer qu'il y a trop de syndicats. Nous lui répondons que ce n'est pas par la création d'un nouveau que nous aboutirons à ce qu'il souhaite. Comme il parlait d'autonomie, nous lui faisons remarquer que le nouveau groupement n'est pas autonome puisqu'il est affilié à la même confédération que la FGAAC. Enfin dissocier les administratifs qui, par essence, sont les moins combattifs, des autres cheminots, c'est à coup sûr diminuer un peu plus leurs chances d'obtenir satisfaction.

Lui ayant demandé quel était le programme préconisé par son association nouvelle, il nous répondit :

— Remplacement de la prime administrative par la prime moyenne du Service,

— Avancement automatique permettant de passer successivement sur les échelles 6 - 7 - 8 - 9 - 10 et 11, le grade de chef de groupe étant placé à l'échelle 12 et n'accédant à ce grade que par examen comme actuellement,

— Rétablissement de l'indemnité forfaitaire pour frais de bureau.

Nous lui avons alors fait savoir, ce qu'il n'ignorait pas, que nous voulions L'ALIGNEMENT DE LA PRIME ADMINISTRATIVE SUR LA PRIME MOYENNE EX ET VB. Que nous préférons quant à nous que ce SOIT LA SNCF QUI ACHETE LES FOURNITURES DE BUREAU et les fournisse gratuitement, plutôt que de demander une indemnité et d'obliger chaque agent à payer ses propres fournitures.

QUANT A L'AVANCEMENT AUTOMATIQUE d'une échelle tous les 2 - 3 - 4 ou 5 ans, nous lui avons fait remarquer que c'était certainement quelque chose d'éblouissant mais surtout quelque chose de très démagogique. Il nous semble malhonnête, de plus, de faire miroiter une affaire inaccessible.

En effet, qu'est-ce qui gêne l'avancement des administratifs à l'heure actuelle avec le système de pourcentage que nous connaissons ? C'est la diminution des effectifs, le fait de l'âge moyen par circonscription de notation, le fait des mutations d'agents d'échelles 8 et 9 et enfin l'examen de barrage. On constate que pour toutes les raisons explicitées ci-dessus, le temps moyen de stagnation dans les différents grades est extrêmement variable d'une circonscription à une autre et les gens ne sont donc pas traités de la même façon.

Que faire pour remédier à tous ces inconvénients : augmenter les pourcentages bien sûr mais SURTOUT GARANTIR UN POURCENTAGE ANNUEL DE NOMINATIONS D'UN GRADE A L'AUTRE. De plus, NOUS DEMANDONS LA SUPPRESSION DE L'EXAMEN DE BARRAGE, mais, faute de pouvoir l'obtenir et compte tenu du handicap qu'il représente, pour les vieux agents notamment, nous voulons comme cela existe à EGF LA CREATION D'UN GRADE D'EMP A L'ECHELLE 11 ACCESSIBLE SANS EXAMEN POUR LES VIEUX AGENTS. C'est la seule façon de régler l'avancement des administratifs sans faire de démagogie.

Notre camarade, en définitive, en a convenu. Nous lui avons alors posé une autre question : quels moyens prévoyait son association pour réaliser son programme ? Il est resté muet et en définitive a convenu qu'effectivement LES ADMINISTRATIFS SEULS NE POURRAIENT RIEN SEULS ET QUE CE N'EST QU'EN S'ASSOCIANT LE PLUS COMPLETEMENT POSSIBLE A L'ACTION DE TOUS LES CHEMINOTS QUE LES ADMINISTRATIFS AURAIENT GAIN DE CAUSE.

Administratifs le peu de satisfactions que vous avez eu n'est pas le fait de la C.F.T.C. mais de l'ostracisme SNCF. EN FAISANT UNE FOIS DE PLUS CONFIANCE A LA CFTC AUX ELECTIONS DU 15 MARS 1961, vous appuierez son programme et démontrerez votre accord sur les interventions qu'en toutes occasions elle n'a cessé et ne cessera de faire en votre faveur. LA C.F.T.C. SE TROUVE TOUJOURS EN TETE DES ORGANISATIONS SYNDICALES POUR VOTRE DEFENSE A TOUS LES STADES.

POUR LES REVENDICATIONS CATEGORIELLES

UN NOUVEAU STYLE DANS LA GESTION DU « SOCIAL » ASSEZ DE « PATERNALISME »!

D EPUIS bientôt 15 ans nous siégeons dans divers organismes S.N.C.F. dit sociaux. Que nous sommes loin des objectifs que s'assignait le législateur après que la Résistance eut défini son programme de libération sociale (inclus dans la chartre du C.N.R.). Nous sommes loin de ces « associés responsables » que proposait le Général de Gaulle en 1945.

Pourtant on s'est plu à souligner la part prépondérante prise par la classe ouvrière dans la résistance.

Et maintenant on nous dit :

La classe ouvrière à une absence de capacité et on dresse immédiatement un constat d'incompétence; c'est de la tromperie et de l'hypocrisie. Il n'est que de voir le niveau atteint dans la connaissance sociale, technique et économique par des milliers de Militants n'ayant souvent que leur Certificat d'Etudes Primaires pour se rendre compte de l'immense potentiel dont on refuse l'utilisation. Notre classe ouvrière française est particulièrement riche en imagination, intelligence, sens créateur. Elle peut tout autre chose que d'être sensibilisée par des démagogues. Elle est apte aux tâches gestionnaires. La grandeur de la France c'est d'abord la capacité du peuple. La capacité du monde ouvrier, c'est par la participation active à la Direction de l'économie qu'elle s'exprimera.

Pourquoi ce long préambule; par-

ce qu'à la S.N.C.F. on veut garder jalousement ses prérogatives de patron, on fait siéger des délégués dans les différents organismes parce que c'est la loi, mais on fait en sorte de ne laisser aucun pouvoir



de décision et aucune initiative aux représentants du Personnel, nous sommes mis devant des faits accomplis.

Un nouveau style dans la gestion du social est nécessaire. A la C.F.T.C. nous sommes prêts à prendre nos responsabilités.

Pourquoi d'ailleurs cacher ce que nous voulons? Si ces lignes sont lues par des hommes qui n'admettent pas nos perspectives, ce n'est que mieux. Ils auront le choix dans les années futures, entre l'opposition, le soutien ou la participation à nos efforts. Ils auront le choix entre le conservatisme et le véritable progrès. La participation, la gestion ouvrière s'opposent à l'intégration du syndicalisme voulue par le capitalisme et réalisée par le communisme.

La participation c'est la responsabilité.

Elle appelle le dialogue, la confrontation et même l'opposition. L'opposition, est garante du progrès, elle dégage les voies de l'avenir.

A la C.F.T.C. nous voulons être traités en hommes libres et responsables, ce qui nous permettra d'assumer pleinement la « condition humaine ».

J. BERARD.

LES FEMMES DEVANT UN CHOIX

Comment choisir? Le 15 mars vous voterez en pensant que vous êtes des FEMMES, c'est-à-dire une catégorie de personnel pas très favorisée à la S.N.C.F.

Vous voterez en pensant à l'injustice dont vous êtes l'objet et notamment en matière de :

- Facilités de circulation,
- Recrutement pour les EMSTG
- Indemnité de résidence pour le personnel féminin à service discontinu,
- Reversibilité de la retraite,
- Logement.

Aussi voterez-vous C.F.T.C. parce que la C.F.T.C. ne fait pas de discriminations dans la défense des intérêts des travailleurs et ceux des travailleuses.

Vous savez toutes que LA C.F.T.C. VOUS DEFEND EFFICACEMENT. Le 24 janvier dernier au cours d'une audience accordée au Bureau National par la Direction du Personnel, QUATRE REVENDICATIONS FEMMINES SUR CINQ ONT RETENU L'ATTENTION DE LA DIRECTION.

Nous ne manquerons pas de vous informer du résultat de cette audience dès que nous le connaîtrons.

Vous venez de faire confiance à la C.F.T.C. en signant massivement la Pétition Nationale Féminine.

VOUS CONCRÉTISEREZ CETTE CONFIANCE EN VOTANT MASSIVEMENT C.F.T.C. LE 15 PROCHAIN.

Paulette DELACOUR

Comment VOTER POUR LA C.F.T.C.

SYSTEME ELECTORAL

Trois votes ont lieu simultanément (deux seulement là où il n'y a pas de service de sécurité).

- Délégués du Personnel,
- Comités Mixtes,
- Délégués de la sécurité.

Des bulletins et des enveloppes de couleurs différentes sont prévus :

Jaune clair ou bulle: Délégué du Personnel.

Rose: Comités Mixtes.

Vert: Délégués à la Sécurité.

ATTENTION : Mettez le bulletin dans l'enveloppe de la même couleur.

QUELQUES CONSEILS PRATIQUES :

SI VOUS ETES EN CONGE, MALADE, BLESSE, EN DEPLACEMENT OU ABSENT POUR RAISON DE SERVICE :

Faites vous adresser par le Chef d'Etablissement les listes des candidats.

3 enveloppes modèle 8 P7 et 3 enveloppes 8 P8

1 enveloppe à l'adresse de votre Chef d'établissement.

Dès réception mettez les bulletins C. F. T. C. dans les enveloppes 8 P7 de même couleur.

Placez ensuite chaque enveloppe 8 P7 dans l'enveloppe 8 P8 de même couleur, cachez et signez au verso.

Mettez le tout dans l'enveloppe à l'adresse du Chef d'Etablissement.

Remettez à la gare la plus proche ou à la Poste après avoir affranchi à 0,40 NF.

♦ SI VOUS VOTEZ DANS UN BUREAU DE VOTE.

N'oubliez pas votre carte S. N. C. F.

Prenez les bulletins de vote et les enveloppes 8 P7.

Passez à l'isoloir et mettez le Bulletin C. F. T. C.

dans l'enveloppe de même couleur.

Emargez la liste des électeurs et mettez dans l'urne

les enveloppes contenant les bulletins C. F. T. C.

ATTENTION !

NI RATURE, NI SURCHARGE, NI SUR LES BULLETINS NI SUR LES ENVELOPPES ET, SI VOUS

VOULEZ VOTEZ SERIEUX

VOTEZ C.F.T.C.

Le CHEMINOT RETRAITÉ de France

44^e ANNEE - NUMERO 516
MENSUEL - 1^{er} MARS 1961

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DES CHEMINOTS

UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS

UNION FÉDÉRALE
DES CHEMINOTS RETRAITÉS
26, rue de Montholon
PARIS (IX^e)
3^e étage - Porte 315

Permanence
du lundi au vendredi
Tél. TRU. 91-03 Poste 315
C. C. P. Paris CC 7005-34

Correspondance, adhésion service du journal et envoi de fonds, exclusivement à l'adresse et au numéro de compte ci-dessus.

PRÉPARONS L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UNION

NOTRE Assemblée Générale de mai 1961 doit connaître un succès retentissant. Nous y déterminerons ensemble les directives pour l'année syndicale. Il convient donc que chacun de nos groupes s'y prépare en réfléchissant à tous nos problèmes et en formant leur délégation pour cette Assemblée.

A quelques semaines de l'Assemblée générale de l'Union, il est utile d'envisager les tâches que nous nous proposons pour 1961 et préparer ainsi nos amis à l'étude des rapports moral et d'orientation qui leur parviendront sous peu.

Et d'abord, faisons le point : La belle tenue du Conseil d'Administration de janvier ; la régularité de fonctionnement de nos Comités hebdomadaires et leurs intéressants travaux ; les réunions de nos groupes de province, si demandées que nous devons faire effort pour en respecter la cadence ; l'enthousiasme assemblée de la Région parisienne du 7 janvier ; les adhésions qui parviennent au Siège à un rythme croissant ; la participation assidue et active de nos Représentants dans les diverses instances fédérales et extra-fédérales ; l'impeccable gestion de l'Union par nos services administratifs, tout cela, et j'en passe, souligne la vitalité et explique l'expansion de notre Mouvement.

Nous en trouvons la raison profonde dans la recherche constante de la plus grande efficacité que nous permet la forme d'association pratiquée et sans cesse mise au point au cours des quinze dernières années et que le Congrès Fédéral de septembre 1960 a régularisée : l'association étroite, statutairement définie de notre Union de Retraités à la Fédération dite « d'industrie », assure notre représentativité aux divers échelons du Mouvement. En prise directe avec tous les rouages essentiels de la Fédération, nous sommes « présents » partout où se discutent les problèmes de la Corporation et participons à l'élaboration des prises de position et des décisions, sauf, bien sûr, à ne pas nous immiscer dans les conflits du travail.

A la C.F.T.C., il n'existe aucun hiatus entre Actifs et Retraités.

Par définition, un retraité ne peut rien de lui-même pour l'amélioration de son sort. Qu'il se multiplie par dix ou cent mille, il n'augmente pas sa puissance : ce genre d'association devient de plus en plus désuet dont les seules possibilités, adresser des suppliques, des invectives... grincer des dents et attendre le bon vouloir de ceux qui détiennent la force, sont plus que modestes pour une action déterminante.

Tout se joue sur le plan de la « Représentativité ». Surtout lorsque celle-ci peut mettre en œuvre les moyens de documentation et d'étude, de pression et de résistance et aussi d'attaque qu'offre l'Organisation Syndicale. C'est en s'intégrant à cette puissance que le Retraité pourra de nouveau agir pour un meilleur destin.

On fut trop enclin naguère à considérer le Retraité en parasite absorbant une part importante des crédits impartis à la rémunération. Certes, on s'apitoyait volontiers sur la précarité de ses ressources mais on ne pouvait que lui laisser les miettes. Il arriva même qu'il passât à côté de la distribution : on s'était ingénié à créer de nouveaux postes de rémunération sans incidence sur la retraite. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de constater aujourd'hui la douloureuse disproportion entre la rémunération active et celle de la retraite. L'époque est loin déjà où nos amis GAUGE, SIRUGUET, ont utilisé toutes les réunions statutaires de la Fédération pour mettre ce fait en évidence et alerter les militants actifs. Leur persévérance a porté ses fruits : on ne conteste plus le fait, il a été bien entendu, dès le 7 janvier 1960, que, non seulement, on ne ferait plus d'opérations entraînant la dégradation du Rapport Salaires-Retraites, mais, de plus, on chercherait à l'élever progressivement.

Le nouveau système de rémunération du 1^{er} juin 1960 et dont la phase de transposition se poursuit à une cadence certes trop lente, constitue un début de réalisation de ces principes. Dans les mois et les années à venir, nous devons demeurer vigilants, suivre de très près le déroulement et les prolongements de l'opération. Vigilants, oui, mais aussi, associés aux travaux de la Commission fédérale des Salaires et Retraites, nous apporterons nos avis et suggestions avec la volonté de les faire prendre en considération en vue de leur défense, par l'un des nôtres, à la Commission Mixte du Statut.

L'Assemblée générale approfondira ces questions. Ensemble, nous déterminerons notre ligne de conduite. Le « Cahier Revendicatif » adopté par le Conseil de janvier leur consacre la priorité sans toutefois abandonner les autres points de notre programme dont vous connaissez le teneur.

Réunissez vos Groupes. Reprenez toute la documentation en votre possession. Etudiez ensemble le Rapport Moral dès sa réception et mandatez vos délégués pour les interventions utiles. Alors, nous aurons une Assemblée Générale fructueuse.

Gaston HAILLANT,
Délégué général.

ON NE COMPREND PLUS...

EN réponse à nos récriminations contre la vie chère, des « économistes distingués » nous avaient démontré que la hausse des prix dont nous souffrions était provoquée, d'une part, par les mauvaises récoltes successives, d'autre part, découlaient de la loi de l'offre et de la demande.

« Plus une marchandise est rare, disaient-ils, plus il est difficile de satisfaire les demandes et, par répercussion, plus les prix augmentent. »

Dans notre candeur naïve, nous en avions conclu que si la marchandise devenait abondante, il n'y aurait plus de difficultés d'approvisionnement et la vie diminuerait.

Or, actuellement, il y a trop de viande, trop de sucre, trop de betteraves, trop de vin, trop de tomates, trop de tout, et les prix montent sans cesse.

Alors, on ne comprend plus et nous demandons aux « économistes distingués » de service de nous faire un dessin.

Ils pourraient nous expliquer pourquoi la viande est en baisse à la production et en hausse chez notre boucher ; pourquoi le vin, qui augmente quand il est rare, continue à augmenter quand il y en a trop ; et le même phénomène se reproduit pour la plupart des denrées courantes, comme par hasard.

Ils pourraient nous parler de l'utilité, plus que contestable, de tous ces mercantis et autres margoulinis qui se baptisent pompeusement du titre d'intermédiaires, se rient des lois, des règlements, passent à travers tous les contrôles, sont pratiquement intouchables, raréfient la marchandise quand bon leur semble et, au besoin, la jette au ruisseau plutôt que de baisser les prix de vente.

ILS pourraient nous dire aussi pourquoi, lorsque nous demandons une amélioration de nos retraites, il nous est répondu : « Il n'y a pas de crédit », alors que l'on en trouve aisément pour verser des indemnités lors de récoltes déficitaires, et des subventions quand les récoltes sont excédentaires.

Entre nous comment doivent être les dites récoltes pour que les producteurs ne soient pas dans la misère ?

Ils pourraient nous expliquer où l'Etat va prendre les centaines de milliards qu'il projette d'investir dans la création d'un axe navigable Rhin-Rhône dont la nécessité et la rentabilité ne sont nullement démontrées si ce n'est pour le plus grand bien de certains groupes d'intérêts très particuliers que l'on voit toujours apparaître lorsqu'il s'agit de gaspiller les deniers publics.

Bien oui, il est toujours facile de répondre à un « retraité » : « Nous ne pouvons pas augmenter votre pension ; débrouillez-vous pour vivre avec votre trimestre ; restreignez-vous au besoin. » Pourquoi est-ce donc impossible de tenir le même raisonnement à ceux qui sont plus ou moins responsables de la vie chère, à tous ces pauvres négociants dans la gêne et à qui nous offrons d'échanger notre pension contre leurs bénéfices, même réduits ?

Allons, Messieurs les « Economistes distingués », à vos plumes ; et en attendant votre bon vouloir, nous allons, pour ne pas en perdre l'habitude, serrer nos ceintures d'un cran supplémentaire.

Henri CADET,
Secrétaire général adjoint.

Accès des retraités dans les cantines S.N.C.F.

A titre exceptionnel, l'accès des cantines S.N.C.F. est autorisé aux cheminots retraités, de ressources modestes, n'exerçant aucune activité professionnelle, sous réserve des possibilités matérielles des cantines intéressées.

En conséquence, nous invitons nos camarades désireux de profiter de ces dispositions, à se rapprocher des gérants de ces cantines en vue de connaître dans quelles conditions il est possible de les recevoir.

■ A VENDRE

MAISON 6 pièces, dont 2 grandes pouvant être partagées ; grenier avec fenêtres pouvant être aménagées, jardin d'agrément devant, jardin potager derrière. Eau courante, électricité, lumière et force (prises dans toutes les pièces). Terre contigue pouvant faire jardin.

Ecrire à Mme DONIEZ-ABADIE, chez Mme UZAC, lotissement Plauté, Lartigue, Pau (Basses-Pyrénées).

■ A LOUER

SAISON ETE : Cuisine, salle à manger, 2 chambres, 2 lits.

Ecrire à Mme DONIEZ-ABADIE, chez Mme UZAC, lotissement Plauté, Lartigue, Pau (Basses-Pyrénées).

DISTINCTIONS

Nous apprenons avec plaisir, la promotion au grade d'Officier de la Légion d'Honneur, de notre ami, Louis BOUTE, ancien Président de l'Union Ouest, ainsi que celle de CAUSSE Louis, du groupe de Lourdes.

D'autre part, notre camarade CARPENTIER Edouard, du groupe d'Amiens, vient d'être nommé Chevalier de la Légion d'Honneur.

Nous leur adressons nos sincères félicitations.

DERNIÈRE MINUTE

Notre camarade DESOBLIN Emile, de Poix-du-Nord, nous apprend que Joseph DELPIERRE, militant de la première heure, a été promu Chevalier de la Légion d'Honneur (décret du 21-6-60).

Nous sommes heureux de l'hommage qui lui est ainsi rendu, et qui réjouira les nombreux amis que compte DELPIERRE dans la région du Nord.

■ OFFRES D'EMPLOI

Nous avons actuellement quelques offres d'emploi pour la région parisienne. Se renseigner au siège.

MAISONS VINS DU MIDI recherche Repr. pour vente vins en fûts ; si intéressé, écor. pour dam. de condit. Mayrle CHANTROT, Vins, AUBAIS (Gard).

Lettre ouverte à un abonné

Cher Camarade,

Votre versement annuel vient de me parvenir et je vous en remercie. Cependant, une chose me « chiffonne ». Le talon de votre mandat porte ces mots : « Pour mon réabonnement du journal. » Comme vous n'êtes pas le seul à écrire cela, comme des centaines d'autres retraités font de même, j'ai pensé qu'il y avait là une équivoque à dissiper et c'est l'objet de cette lettre.

Non, mon cher camarade, vous n'êtes pas un « abonné », vous êtes bien mieux que cela : vous êtes un « adhérent ». C'est-à-dire que vous faites partie d'une organisation qui n'a pas seulement pour tâche de vous informer, par la voie du journal, de tout ce qui touche à vos intérêts de pensionné de la S.N.C.F., mais de bien d'autres choses encore.

L'édition « Retraité » du Cheminot de France vous informe, mais ce n'est qu'une partie de l'action de « l'Union Fédérale des Cheminots Retraités » dont vous êtes membre. Ainsi, vos délégués vous représentent et vous défendent auprès des organismes dont dépendent vos intérêts matériels : Caisse de Prévoyance, Caisse de Retraite, S.N.C.F., ministères, etc.

Ainsi encore, auprès des cheminots en activité, par vos représentants au sein de la Fédération des Cheminots C.F.T.C., des délégués veillent à ce que vos intérêts ne soient pas oubliés lorsqu'il s'agit de problèmes tels que rapport salaires-retraites, facilités de circulation, etc.

Est-ce tout ? Que non pas. Votre qualité d'adhérent vous ouvre bien d'autres possibilités, telles que celle de vous assurer à bon compte contre différents risques (accidents, incendie), celle de profiter d'un séjour de vacances à prix réduits, celle d'utiliser un service juridique compétent.

Il y aurait encore beaucoup à dire, mais je m'arrête, car cela dépasserait le cadre d'une simple lettre. Je crois cependant en avoir assez dit, mon cher Camarade, pour que vous soyez à présent convaincu que vous n'êtes pas un simple « abonné », mais un « adhérent » avec tout ce que ce mot comporte de droits et de devoirs.

Amicalement vôtre,

Le Trésorier :
GARRALDA.

CAISSE DE PRÉVOYANCE

Plusieurs camarades exerçant une activité salariée et, de ce fait, affiliés obligatoirement à la Sécurité sociale, nous ont demandé si, en ne réclamant pas le remboursement des cotisations C. P. retenues sur les arrérages de leur pension, ils pourraient obtenir de la Caisse de Prévoyance S.N.C.F., le paiement des 20 % de prestations laissés à leur charge par le régime général de Sécurité sociale.

Nous les informons que ce n'est pas possible.

DÉCÈS

Nous apprenons les décès de :
— Mme MARGAIX, femme de notre responsable de Lourdes.
— COMONT Aimé, du groupe d'Albert.

— SERRES Marius et SENSI Joseph de Tunisie.

— FERRAILLE Gaston et DUMARGNE A., du groupe de Givet.

— DUBOIS Ulysse, du groupe de Béziers.

— DESROCHES Jean, du groupe de Limoges.

A leurs familles, nous adressons, avec nos chrétiennes condoléances, l'assurance de notre profonde amitié.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs
SUR LES ÉTABLISSEMENTS
E. MUGLER fils
à VALENCE drôme
FABRIQUE
**D'HORLOGERIE
BIJOUTERIE**
GRAND CHOIX DE
BIJOUX POUR MARIAGES
Montres pour Hommes et pour Dames
Chaînes, Médailles, Colliers,
Bagues, Boucles d'oreilles,
Bracelets, etc., etc.
ENVOI FRANCO sur demande
du Catalogue et d'assortiments
en choix

CADEAUX
Horlogerie
Garantie
FACILITES & CONDITIONS SPECIALES à nos adhérents

APPLIQUES, ORFÈVRES
Couverts de table,
Couteaux de table,
CARILLONS,
CYCLES de PRÉCISION
Jumelles - Stylographes
MACHINES à COUDRE
ARMES, PHOTOS, T.S.F., PHOTO
CRÉDIT AU
GRÉ DU CLIENT

ASSURANCES
Nous invitons
nos camarades
à profiter des tarifs :

- 1° Assurance Automobile,
Scooter, Vélo-moteur
- 2° Incendie
- 3° Responsabilité civile
- 4° Individuelle Accidents
spécialement établis
pour les syndiqués C.F.T.C.

RENSEIGNEMENTS GRATUITS
s'adresser à :

SO. GE. TE. CO.
9, rue Buffault, PARIS (9^e)
TRU. 50-20
Assureur-Conseil
de votre Fédération

**NICE HOTEL-PENSION
GILBERT**
14, rue Pertinax
PLEIN CENTRE TOUT CONFORT
Prix très modérés Ecrire

HOTEL DU MUSEUM
9, rue Buffon (Gare Austerlitz)
LE FOYER DU CHEMINOT !

NICE Chambres-cuis. tt confort. Prix
modérés. Hôtel SAINT-PAUL,
6, Descente Grotti (bd Jean-Jaurès).

NICE, Hôtel Radiance, 22, r. Rossini
(3^e), 10 ch., cuisinet., él. équip. nf.
Cent. pr. gare, mer, calme jd. Px m.

MENTON, Meublé du Rail, 18, rue
Cabrole, Sol., près gare, Casino, mer.

LOURDES, Hôtel d'Annecy, 9, av.
de la Gare, Conf. mod., cuisine so-
ignée, Recommandé aux Cheminots.

SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE
(Corrèze), Hôt. « BEAU SITE », Pan.
cadre unique, F. cuis., pêche, exc.

NICE Hôt. États-Unis, **, 8, r. St-
Fr.-de-Paul (3^e), plein centre, 22 ch.,
stud., cuis. él., équip. mod. tt nf, gd
conf., terr. s. prom. mer. Px sp. h. sals.

CAPVERN-LES-BAINS (Hautes-Pyré-
nées), Pens. « Châlet du Boulevard »
Cuisine soignée, confort, Prix.

Vacances en Espagne
Hôtel Moderno, Rosas (Costa Brava)
Restaurant sur Méditerranée
Ch. neuves, Prix aux retraités, Mal à
oct. 11,60 NF, juin à sept. 13,60 NF,
juill.-août 16 NF, TOUT COMPRIS.
Env. coupon réponse international.

EMPLOYÉS S.N.C.F.
Pour vos Vins de table et Vins fins,
GRATUITEMENT et sur demande,
nous vous adressons tarifs et condi-
tions d'expéditions, et si vous le dési-
rez, échantillonnage de votre choix.
Maurice CHANTROT
Vins - AUBAIS (Gard)

ELECTRO-POMPES automatiques avec
ou sans réservoir d'eau sous pression.
Matériel neuf de première marque. Ga-
ranti 2 ans. Prix et qualité imbatta-
bles. SOFEC, 9, boulevard Pereire,
PARIS (17^e).

**VOICI LE MERVEILLEUX
SUPER-TÉLÉ MANEKO
ÉCRAN GÉANT**
61 cm. — 110 degrés

Une merveilleuse image dans une ébri-
nisterie de grand luxe en Polyester
stratifié de la plus haute élégance...
Son prix, le moins cher du monde :
1.080 NF.

MACHINE À LAVER - Marque LAVO-
MATIC, 5 kgs. automatisme contrôlé,
trempe, chauffe, lave avec inversion,
rince, essore sans sortir le linge du
tambour. Rendement exceptionnel - la
moins chère du monde. Valeur réelle :
1.250 NF. Prix C.I.A. : 879 NF.

Importation Tchécoslovaque. Récepteur
AM/FM TESLA 625/2, 10 lampes, 6 gam-
mes d'ondes, 4 hauts-parleurs. Valeur
réelle : 1.300 NF. C.I.A. : 395 NF.

IMPORTATION SUISSE
DESO BIENPHONE
Valeur réelle 959 NF. C.I.A. : 530 NF.

MAGNETOPHONES
D'IMPORTATION ALLEMANDE TRIX
Valeur réelle : 590 NF. C.I.A. : 399 NF.
Electrophones Martial T. D. 15 sans
changeur : 229 NF. C. 203 avec chan-
geur : 329 NF.

REFRIGERATEUR :
112 L., val. réelle 990 NF... 599 NF.
142 L., val. réelle 1.190 NF... 729 NF.
182 L., val. réelle 1.490 NF... 799 NF.
242 L., val. réelle 1.790 NF... 999 NF.
Marchandises neuves, emballage d'ori-
gine, garantie d'usine.

Ets C. I. A., 20 22, rue Godefroy-Cava-
gnac, Paris-11^e (VOL. 45-51 et ROQ. 50-53).
Avons en stock postes à transistors de
toutes marques, cuisinières, réchauds,
aspirateurs et tout électro-ménager : de
40 à 70 % de remise sur les prix détail.

**Précision
Garantie
Qualité
★
GLEIZES**

**HORLOGER
JOAILLIER**
depuis 1866

**107, rue Saint-Lazare
PARIS (9^e) - TRI. 00-95**

Très grand choix de bagues
de fiançailles, clips, bracelets,
colliers et d'articles d'orfèvrerie
à des prix très étudiés
**CONDITIONS SPECIALES
A MESSIEURS LES AGENTS
DE LA S.N.C.F.**
Catalogue gratuit sur demande

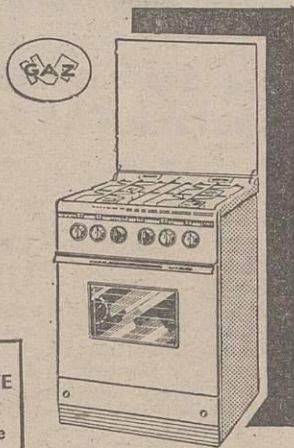
GODIN



6152 - Intérieur fonte
Encomb. : larg. 500, prof. 550, haut. 800.
Four : larg. 300, prof. 380, haut. 240.
Poids approx. 133 kg.

**EN VENTE
dans votre
ECONOMAT**

GODIN fabrique
des cuisinières au
charbon, des poêles
au charbon et au
mazout, des cuisinières
à gaz, des
machines à laver et
des réfrigérateurs.



560 Luxe - 4 feux tous gaz
Larg. 600, prof. 600, haut. 800.
Plan de travail "UGINOX"
Cuvette émaillée
Grilloir à infrarouges
Four à thermostat
Larg. 460, prof. 410, haut. 255

560 Grand Luxe
avec "électrofour", possibilité d'adop-
tation d'un tournebroche électrique
et sur demande, robinets, minuteries
"Chronogaz" commandant les 2 brûleurs
arrières.

**CUISINE
CHAUFFAGE**

DOCUMENTATION SUR DEMANDE GODIN - GUISE (AISNE)

COMPTE-RENDU DE L'AUDIENCE à la Direction du personnel

Étaient présents :
MM. QUÉRON, directeur du Personnel ; ANDRE, chef
adjoint du Personnel ;
MM. NICOLAS, DEBANDE, BENOIT, CHAPLAIS, COU-
SIN, Mlle DELACOUR, représentants de la C.F.T.C.

1° Conditions d'attribution de la commission allouée au
personnel pour les souscriptions de bons à lots-kilo-
métriques.

En présence des difficultés inhérentes à l'émission conti-
nue d'un titre qui, par ailleurs, est coté en Bourse, la
S.N.C.F. a dû se résoudre à supprimer la commission en
cause.

Par contre, celle-ci est maintenue pour les émissions mas-
sives de titres à long terme auxquelles la S.N.C.F. procède
chaque année.

2° Institution d'une indemnité de transport dans certaines
grandes villes de province.

La Délégation appelle l'attention sur le fait que les agents
de l'Electricité et du Gaz de France en résidence à Lille,
Lyon et Marseille bénéficient depuis 1955 d'une « indemnité
de frais spéciaux » ayant le caractère d'une indemnité de
transport.

Il s'agit là d'une mesure très particulière qui ne peut être
étendue à la S.N.C.F.

3° Modification de l'article 155 du Règlement P2 en vue
de la prise en compte, dans certains cas, de la variation
de l'indemnité de résidence, suite à changement de rési-
dence.

Les majorations résidentielles, différentes suivant les loca-
lités, ne peuvent qu'être appliquées uniformément à tous les
agents en résidence dans une même localité, quelle que soit
leur résidence précédente.

L'augmentation d'indemnité de résidence consécutive à
une mutation dans une résidence où la majoration résiden-
tielle est plus élevée n'est pas considérée comme une amé-
lioration de la situation de l'intéressé. De même si l'agent
est muté dans une résidence où la majoration résidentielle
est plus faible, la diminution de son indemnité de résidence
ne peut être considérée comme un amoindrissement de sa
situation.

4° Indemnité pour le travail des dimanches et fêtes. Condi-
tions d'application pour le personnel roulant.

Pour l'attribution de l'indemnité des dimanches et fêtes,
la Délégation voudrait que les temps de travail qui, aux
termes du Règlement P 4, ne comptent que pour une frac-
tion dans la durée du service effectif, soient pris en compte
pour leur totalité. Elle pense plus spécialement aux agents
susceptibles d'être défavorisés du fait de roulements com-
portant des parcours en voiture, délais d'attente, périodes
de réserve, secours, etc.

On ne peut que s'en tenir à la règle actuelle suivant
laquelle les heures donnant droit à cette indemnité sont
décomptées conformément aux dispositions du Règlement P4
relatives à la détermination du travail effectif.

5° Affiliation des auxiliaires à :

- a) l'Union Nationale des Institutions de Retraites de
Salariés (U.N.I.R.S.) ;
- b) l'Union Nationale Interprofessionnelle pour l'Emploi
dans l'Industrie et le Commerce (U.N.E.D.I.C.) ;
- c) au régime général des prestations familiales.

La S.N.C.F. s'est vu opposer un refus aux demandes
qu'elle a présentées à l'U.N.I.R.S. En conséquence, elle est
intervenue auprès d'un autre organisme, mais il est encore
trop tôt pour préjuger les résultats de ces nouveaux pour-
parlers.

L'affiliation des auxiliaires à l'U.N.E.D.I.C., étant
donné les statuts de celle-ci, ne peut être envisagée.

A propos de l'affiliation des auxiliaires au régime
général des prestations familiales, il est indiqué à la Dé-
légation qu'aucune réponse n'a encore été reçue à la lettre
du 4 juin 1959, par laquelle la S.N.C.F. a adressé des pro-
positions au ministre des Travaux publics et des Transports.

6° Possibilité pour l'attribution de la Médaille d'honneur des
Cheminots de tenir compte du temps passé à la
S.N.C.F. et chez un autre employeur ainsi que cela se
fait pour l'attribution de la Médaille du travail.

De par sa nature même, la Médaille d'honneur des Che-
minots de fer ne peut être attribuée en tenant compte des
services accomplis en dehors de la S.N.C.F.

7° Revalorisation de l'allocation attribuée à l'occasion de la
Médaille d'honneur des Cheminots de fer.

Il est pris note de cette demande, mais il est précisé que
les taux correspondants ayant été augmentés le 1^{er} jan-
vier 1960 ne pourraient l'être à nouveau dans l'immédiat.

8° Validation pour la retraite du temps neutralisé pour les
anciens mineurs réadmis tardivement.

Il n'est pas possible de reprendre cette question qui doit
être considérée comme définitivement réglée.

9° Prise en compte pour la fixation des échelons du temps
de service accompli comme auxiliaire.

Cette demande a déjà été examinée à maintes reprises.
Elle n'a pu être résolue dans le sens voulu par la délégation.
Un sondage sera fait pour se rendre compte du pourcen-
tage d'agents qui, remplissant la double condition pour
bénéficier d'une pension de retraite normale, partiraient en
retraite sans être au 9^e échelon.

10° Mise à la disposition des délégués du personnel avant
les opérations de notation, des « cadres autorisés » dans
des conditions telles que, dans la circonscription inté-
ressée, les délégués puissent avoir une idée exacte des
perspectives offertes à leurs mandants.

Il est procédé à un échange de vues sur cette question,
au cours duquel les représentants de la C.F.T.C. appellent
l'attention :

- sur l'intérêt qui s'attache à ce que les cadres auto-
risés soient effectivement communiqués aux délégués avant
la réunion des Commissions de notation ;
- sur leur souci de voir exclure la pratique des notations
complémentaires systématiques en cours d'année ;
- sur le fait que les cadres autorisés ne seraient pas
suffisamment détaillés.

M. Quéron est bien d'accord pour considérer que l'éta-
blissement de tableaux d'aptitude complémentaires ne doit

pas être systématique, mais il est hostile, par contre, aux
tableaux d'aptitude trop étoffés par rapport aux vacances
escomptées dans l'année.

Par ailleurs, il ne croit pas qu'il soit conforme à l'intérêt
bien compris des agents de trop découper les cadres auto-
risés.

11° Application aux auxiliaires licenciés par suite d'invalidité
hors service et titulaires de la Médaille d'honneur des
Cheminots de fer, de l'annexe V 2^e du Règlement P 11.
Des dispositions favorables sont appliquées en ce domaine ;
elles ne peuvent pas, toutefois, donner lieu à codification.

12° Attribution des vestes de cuir aux visiteurs de gares
exerçant leur emploi dans des localités où le froid est
particulièrement rigoureux.

13° Fourniture de canadiennes avec participation S.N.C.F.
aux dirigeants et CBRO des trains de secours.

Les dispositions applicables en la matière ont été revues
récemment dans un sens favorable. On ne peut que s'y
tenir.

14° Conditions dans lesquelles doivent être soumis aux
Comités Mixtes les problèmes relatifs aux effectifs :

- a) à l'occasion de la préparation du budget ;
- b) en cours d'exercice.

Aux termes de la décision ministérielle du 31 janvier 1955,
relative à l'institution des Comités Mixtes à la S.N.C.F.,
« les Comités ont essentiellement dans leurs attributions
l'étude des questions de production » et de « l'utilisation de
la main-d'œuvre » et à ce titre ils sont consultés quand
des modifications dans la consistance ou l'organisation des
services entraînent des modifications dans l'utilisation du
personnel (tableaux de service, en particulier).

15° Participation effective des C.L.A.S. à l'organisation des
secours à l'occasion des catastrophes (inondations,
etc.).

Les Comités d'activités sociales ont un rôle consultatif ;
ils n'ont donc pas à assurer l'exécution de tâches dont la
responsabilité incombe aux Services techniques ou sociaux
spécialisés.

Il convient d'observer toutefois que les C.L.A.S. sont
tenus au courant des mesures qui ont été prises. Ils ont, à
ce moment, la possibilité de faire part des observations
auxquelles ces mesures donnent lieu de leur part. Il leur
est possible également de signaler les redressements qui
leur paraîtraient justifiés d'apporter, dans certains cas, aux
mesures qui ont été prises d'urgence.

16° Assouplissement des conditions exigées pour l'attri-
bution des cinq jours de congés supplémentaires pour
soigner le conjoint ou un enfant malade. — Possibilité
d'extension de cette mesure en faveur des agents devant
interrompre leur service pour soigner un ascendant
vivant au foyer de l'agent.

Il n'est pas possible de modifier les règles actuelles d'at-
tribution de ce congé supplémentaire. Si un agent se trou-
vait dans une situation particulièrement difficile du fait d'un
ascendant malade et vivant à son foyer, c'est sous la forme
d'un secours qu'une aide pourrait éventuellement lui être
donnée.

17° Conditions d'attribution des prestations familiales pour
les enfants poursuivant leurs études et exerçant pendant
une partie des vacances scolaires une activité rémunérée.

La question sera spécialement examinée en ce qui con-
cerne les enfants qui n'exercent une activité rémunérée que
pendant une partie des vacances.

18° Prolongation du paiement des prestations familiales pour
les enfants placés en apprentissage ou poursuivant leurs
études au-delà des limites d'âge légales (17 et 20 ans).
Il est pris note de cette demande.

19° Examen des conditions d'admission des retraités dans
les cantines.

Il s'agit seulement d'un essai et il n'est pas encore pos-
sible d'en tirer des conclusions.

20° Modalités d'application du décret du 15 janvier 1960
relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail.

En ce qui concerne les prescriptions relatives à la sécurité
du travail à la S.N.C.F., les règlements existent déjà. Quant
à celles visant l'hygiène, il est procédé actuellement à un
inventaire des différents textes en vigueur, en vue d'un
regroupement dans un nouveau document qui sera ensuite
soumis au ministre.

21° Ouverture des concours d'EMSTG dans les mêmes con-
ditions aux femmes et aux hommes.

Il ne peut être envisagé d'ouvrir les concours d'EMSTG
indifféremment aux hommes et aux femmes, et cela de façon
systématique ; l'avis annonçant le concours règle la ques-
tion au mieux des besoins dans chaque cas.

22° Egalisation de l'indemnité de résidence du personnel à
service discontinu.

Il est pris note de cette demande.

23° Facilités de circulation au mari, aux enfants et beaux-
enfants de la femme-agent du cadre permanent ou
auxiliaire.

La possibilité d'améliorer le régime en question — mais
seulement pour les enfants d'une femme-agent du cadre
permanent — sera examinée.

24° Possibilité, pour les femmes ayant trois enfants et
comptant au moins quinze années de service, de prendre
leur retraite avec pension proportionnelle à jouissance
immédiate.

M. Quéron prend note de cette demande qui lui semble
intéressante.

25° Suite donnée à la révision des batteries de tests aux-
quels sont soumis les agents de conduite.

Il est procédé à un échange de vues sur cette question.

Les examens auxquels sont soumis les candidats agents
de conduite ont pour but d'éviter dans toute la mesure du
possible que soient dirigés dans cette branche d'activité les
agents qui n'auraient manifestement pas les aptitudes vou-
lues.

Les examens de contrôle permettent au médecin des
Centres qui a entre les mains les résultats des examens
psychotechnique de donner, le cas échéant, des indications
utiles en vue d'une nouvelle orientation du sujet.